

SOUFIANE DJILALI, PRÉSIDENT DE JIL EL JADID

“NOUS SOUHAITONS QUE LA NOUVELLE CONSTITUTION INAUGURE LA CRÉATION D’UN ÉTAT FORT”

Page 3

BILAN DE LA COVID-19
EN ALGÉRIE

**LA LENTE
DÉCRUE
SE POURSUIT
TOUJOURS**

Page 5

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4103 | Lundi 5 octobre 2020 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

FOOTBALL

**LES DATES
DE REPRISE
DES LIGUE 1
ET 2 FIXÉES**

Page 16

CRIME CRAPULEUX PRÈS D'ALGER

CHAÏMA... VIOLÉE ET BRÛLÉE VIVE PAR UN REPRIS DE JUSTICE

Pages 16



CANCER DU SEIN EN ALGÉRIE



LA DOUBLE SOUFFRANCE DES MALADES

Page 5

SITUATION ÉPIDÉMIologique
EN ALGÉRIE

**BENBOUZID
SE DIT
“OPTIMISTE”**

Page 5

ABDELMADJID ATTAR :

**“L'ALLIANCE
OPEP-NON
OPEP DOIT SE
POURSUIVRE”**

Page 4



2

morts et 4 blessés
dans un accident de
la route à Chlef.

7

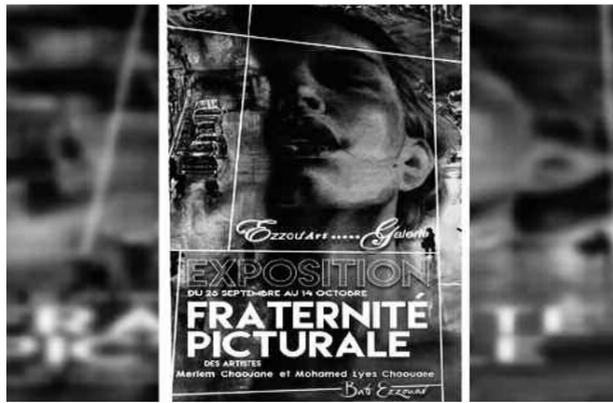
jeunes innovateurs
récompensés par
le chef de l'État.

9

disparus en France
suite à des pluies
diluviennes.

Exposition des plasticiens Meriem et Mohamed-Lyes Chaouane

Une exposition de peintures a été inaugurée récemment à Alger par les artistes-peintres Meriem et Mohamed-Lyes Chaouane. Intitulée "Fraternité picturale", cette exposition se tient à la galerie d'art Ezzou'Art Galerie. La 1^{re} collection signée Meriem Chaouane propose des portraits de femmes et d'enfants, des paysages ou des reproductions dans le style classique du courant réaliste. Cette collection explore les techniques de la peinture académique en reproduisant des natures mortes et des animaux comme le cheval, connu pour être l'un des exercices les plus complexes. Dans un autre registre plus contemporain Mohamed-Lyes Chaouane explore des techniques plus modernes, des paysages urbains, une juxtaposition d'œuvres dans une même toile pour sublimer une base des plus réalistes comme une photographie ou une peinture. Avec une palette de couleurs souvent sombres évoquant un univers urbain et feutré l'artiste propose des superpositions de portraits photographiques retravaillés sur des peintures ou de petits formats intégrés dans une seule toile.



L'exposition "Fraternité picturale" est ouverte jusqu'au 14 octobre avec l'obligation de respect des mesures de prévention sanitaire.

12 000 dollars de pourboire pour un livreur de... pizzas

Derlin Newey, un livreur de pizza de l'Utah aux États-Unis âgé de 89 ans, a eu la surprise de sa vie mardi 22 septembre. La famille Valdez, qui fait partie de ses clients réguliers, lui a remis un chèque de 12.069 dollars.

Cet incroyable pourboire correspond au montant récolté via une cagnotte à laquelle ont participé tous les fans du vieil homme. Celui-ci est en effet une star sur le réseau social TikTok.

Les images mettent en avant la gentillesse et la bonne humeur de cet employé de Papa John's, géant de la pizza aux États-Unis.

L'Italie recherche 100 goûteurs pour la coupe du monde de... tiramisu

Les organisateurs de la coupe du monde du tiramisu sont à la recherche de 100 testeurs, pour départager les pâtisseries durant cette compétition qui se déroulera en Italie du 30 octobre au 1^{er} novembre prochain.

Ils seront 200 pâtisseries à s'affronter lors de cette compétition.

Chacun d'entre eux devra présenter deux desserts. Le premier devra respecter la recette du tiramisu classique et le second devra être plus original mais également utiliser la même base de boudoirs et de mascarpone.

Sommet de l'Onu sur la biodiversité



Le sommet des Nations unies sur la biodiversité s'est tenu à New York, pour mettre en lumière la crise que la dégradation de la biodiversité fait peser sur l'humanité et l'urgence d'accélérer les actions en faveur du développement durable. En

raison des mesures destinées à limiter la propagation de la Covid-19, la réunion se tiendra virtuellement avec la participation d'une centaine de chefs d'État et de gouvernement. Dans son 5^e rapport sur les perspectives mondiales de la biodiversité, publié le 15 septembre en cours, la Convention sur la diversité biologique (CDB), a fourni un aperçu faisant autorité de l'état de la nature dans le monde, alertant sur les liens entre la "perte sans précédent de biodiversité", et la propagation des maladies.

Le rapport a souligné l'importance de la biodiversité dans la lutte contre le changement climatique et la sécurité alimentaire à long terme, et conclut qu'il est essentiel d'agir pour protéger la biodiversité afin de prévenir de futures pandémies. L'étude est un signal d'alarme et un encouragement à considérer les dangers impliqués dans la relation actuelle de l'humanité avec la nature : la perte continue de biodiversité, et la dégradation continue des écosystèmes, ont de profondes conséquences sur le bien-être et la survie de l'Homme.

Ensemencement d'alevins de Gambusia à Djanet

Une opération d'ensemencement de plus de 2.500 alevins de l'espèce aquatique Gambusia a été menée au niveau des plans d'eau de l'oasis d'Adjahil, dans la wilaya déléguée de Djanet, dans le cadre de la lutte préventive contre les maladies épidémiques. Retenue au titre de la lutte biologique contre la prolifération des moustiques, vecteurs de maladies épidémiques, après avoir enregistré dernièrement des cas de paludisme dans la région, cette campagne, menée avec le concours de l'entreprise Top-Service de démoustication, vise la consolidation des mesures préventives contre les maladies à transmission hydrique (MTH) par la lutte biologique contre les insectes, à travers notamment l'ensemencement du Gambusia qui se nourrit de larves de moustiques.

Initiée en coordination également avec le service de la médecine préventive et épidémiologique, l'opération de démoustication cible dans sa première phase 12 plans d'eau au niveau de l'oasis d'Adjahil, un foyer aux conditions favorables à la prolifération de nombreux genres de moustiques vecteurs de maladies. Un lot de plus de 5.000 alevins de Gambusia avait été



ensemencé en juin dernier au niveau des plans d'eau et des lacs de la zone humide d'Ihrir, au titre du même programme préventif.

D
I
L
I
T

Abderahmane Hamzaoui, Cdt des SMA

"L'annotation du projet de la révision
de la Constitution revient aux spécialistes
de la question et non à ceux qui aspirent
à semer la confusion".

SOUFIANE DJILALI, PRÉSIDENT DE JIL EL JADID

"Consacrer la souveraineté du peuple"



Dans la nouvelle Constitution, sur laquelle les Algériens sont invités à se prononcer le 1^{er} Novembre prochain, le président de Jil el Jadid, Sofiane Djilali, dit souhaiter qu'elle inaugure la création d'un État fort, doté de légitimité.

PAR LAKHDARI BRAHIM

Commentant certains aspects de la loi-cadre, dont il juge qu'elle a la forme d'une "Constitution-programme", Soufiane Djilali n'en relève pas moins que sur le plan des libertés, celle-ci apporte "une notable amélioration".

S'exprimant, hier à l'émission l'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, il estime qu'il s'agit là d'un choix qui n'est, après tout "pas handicapant pour

la suite", en ce sens où il s'agit d'une Constitution de protection sociale, qui a, ajoute-t-il, une tendance au "souverainisme". Pour lui, en consacrant un État fort, celle-ci protège les dimensions politiques et économiques du pays, un enjeu dont il considère qu'il "fait polémique".

À propos de ce dernier point, Sofiane Djilali rappelle que l'Algérie se trouve dans une phase délicate, après "20 années de bouteflikisme, suivie d'une superbe révolution du sourire". Il explique cette polémique par le fait que "certains milieux tentent de refuser la démarche actuelle", souhaitant que l'État soit "beaucoup plus ouvert", en d'autres termes, qu'ils recherchent un État ayant moins d'emprise sur la société, confrontée à une phase de "bouversements et de changements".

Il observe que dans ces conditions, vouloir aller très vite dans une "démocratisation complètement ouverte peut entraîner des frictions au sein de la société, jusqu'à allumer des conflits idéologiques et identitaires, d'où la nécessité", souligne-t-il, d'avoir un État qui puisse "mettre de

l'ordre". Même s'il constate que le président de la République détient "énormément de pouvoirs", l'intervenant observe, néanmoins, qu'il est soumis à une limitation de ses mandats, mais également, légitimité par les urnes.

Revenant au projet à la Constitution "d'étape", sur lequel les Algériens s'apprentent à exprimer leur vote, le président de Jil el Jadid déclare qu'il y a encore beaucoup de choses à améliorer. Pour lui, "aussi belle qu'elle soit, il reste à savoir comment cette dernière sera appliquée dans les faits, et non pas rester évasive sur les droits et devoirs des Algériens".

Commentant l'article 13 du projet de Constitution réintégrant l'ancien principe de "l'État par le peuple et pour le peuple", l'invité y voit le souhait de ne plus voir la souveraineté de celui-ci, passer, "petit à petit", aux mains superstructures technocratiques, un débat de fond, indique-t-il, qui est au centre de discussions dans plusieurs pays de par le monde.

L. B.

RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL

L'Anie fixe les règles d'organisation des meetings de campagne

L'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) a publié un arrêté portant fixation des règles d'organisation des réunions et des manifestations publiques dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle qui sera soumis au référendum, le 1^{er} novembre prochain.

Dans l'article 2 de l'arrêté, il est stipulé que : "La campagne de sensibilisation autour du référendum sur le projet d'amendement de la Constitution est ouverte, tout au long de la période s'étalant de mercredi le 7 octobre 2020 à 8h, au mercredi le 28 octobre 2020, à 00h."

Dans l'article 4 il est précisé que "Les rassemblements et meetings dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle, peuvent être organisés par les associations nationales et

locales, dont les associations communales, de wilaya et associations interwilayas, ainsi que par les associations à caractère spécifique, dont les fondations, les anicales et les associations estudiantines et sportives".

La "partie organisatrice du rassemblement et/ou du meeting, doit saisir le coordonnateur de wilaya relevant de l'ANIE territorialement compétent, au moins trois (3) jours avant la date d'organisation de cette activité, dans le but de répartir les salles de réunions et les infrastructures d'une manière juste et équitable, le cas échéant, de recourir au tirage au sort", selon l'article 6 de l'arrêté, précisant que "les délais sus-indiqués sont réduits à quarante-huit (48) heures pour les activités programmées les 7 et 8 octobre 2020".

La partie organisatrice d'un meeting ou

d'un rassemblement doit appliquer "strictement les mesures édictées par la réglementation en vigueur en vue de prévenir contre le risque de la propagation de la pandémie du coronavirus", note l'article 7.

L'article 8 rappelle qu'il "est interdit : l'utilisation d'une quelconque méthode publicitaire commerciale ou des langues étrangères, tout discours contraire à la sécurité publique et aux bonnes mœurs et l'organisation de la campagne référendaire.

Tout intervenant dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle doit veiller au bon déroulement du meeting ou du rassemblement dans le cadre de la réglementation et du respect de la loi et la préservation du caractère et de l'objectif du meeting ou du rassemblement", conclut l'arrêté de l'Anie.

R. N.

INITIATIVE DES FORCES NATIONALES DE RÉFORME Appel à "une large participation au référendum"

L'Initiative des forces nationales de la réforme a appelé les citoyens à "une large participation" au référendum du 1^{er} novembre 2020 sur le projet de révision constitutionnelle. Dans un communiqué qui a couronné la réunion des chefs de partis et des compétences composants l'Initiative forces nationales de la réforme, cette dernière a appelé le peuple algérien à "participer largement au prochain référendum et à exprimer la volonté réelle et libre du citoyen et ce en consécration du principe de la souveraineté du peuple dans ses choix", soulignant que les changements introduits dans la mouture "représentent une réponse à une partie des propositions de l'Initiative". L'Initiative a également appelé l'ensemble des partis, organisations et compétences au "respect mutuel dans l'expression des positions à partir de la Constitution et ce au service de l'intérêt national à même de promouvoir l'acte politique et social et la concurrence loyale dans la scène nationale".

Par ailleurs, l'Initiative s'est félicitée "du retour à la légitimité du peuple qui est la source du pouvoir", mettant l'accent sur la nécessité de protéger le choix libre du citoyen dans toutes les échéances aussi bien en ce qui concerne le référendum sur la révision constitutionnelle qui représente "l'acte collectif qui régit la relation entre le citoyen et le pouvoir, que des élections qui rétablissent les institutions et expriment la véritable volonté du peuple". Elle a également mis en avant la poursuite de l'action commune entre toutes ses composantes, ajoutant qu'il a été décidé que "chaque composante ou compétence nationale doit prendre sa position du vote en revenant à ses structures ou conformément à sa conviction".

PROBLÈME DES MINEURS ISOLÉS Le ministre français de l'Intérieur bientôt à Alger

Le ministre de l'Intérieur français, Gérald Darmanin, se rendra bientôt en Algérie et au Maroc pour discuter avec les autorités sur le problème de l'immigration clandestine des mineurs isolés. Dans une intervention le 29 septembre dernier à l'assemblée nationale, Darmanin a indiqué qu'il se rendra au Maroc, en Algérie et au Pakistan afin d'évoquer le problème des migrants mineurs, notamment après l'incident à Paris commis par un migrant mineur pakistanais. "Il y a aujourd'hui un drame, celui des mineurs migrants isolés, notamment venant de l'Algérie et du Maroc, mais aussi de la Tchétchénie ou du Pakistan. Je me rends au Maghreb la semaine prochaine à la demande du Premier ministre et du président de la République pour régler le problème, qui relève notamment des pays du Maghreb", a-t-il annoncé. Lors de cette visite le ministre français de l'Intérieur s'intéressera en particulier à la question qu'il a qualifiée de "drame" et qui porte sur les mineurs isolés, qui sera un des principaux axes devant être abordés lors des discussions avec ses homologues algérien et marocain. Ces mineurs que la France compte extraditer et reconduire aux frontières ont fait des fausses déclarations sur leur âge en se déclarant mineur et prennent ainsi la place de personnes que la France tient vraiment à protéger et qui ont le droit à l'asile.

R. N.

ABDELMADJID ATTAR :

"L'alliance Opep-non Opep doit se poursuivre"

Le ministre de l'énergie, Abdelmadjid Attar, a préconisé que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés non-Opep doivent "absolument" poursuivre leur coopération...

PAR RIAD EL HADI

Cette alliance seule permettra de maintenir la stabilité du marché pétrolier qui devrait souffrir d'un retour plus lent que prévu, des prix à leur niveau de 2019.

Dans une interview accordée à un quotidien francophone, Attar a indiqué : "L'accord Opep+ mis en œuvre le 1^{er} mai 2020, et son respect globalement, notamment par les plus gros producteurs que sont l'Arabie saoudite et la Russie, a permis aux prix de remonter autour de 40 dollars le baril pour le moment. Cette alliance est encore nécessaire et doit absolument se poursuivre si on veut éviter de rentrer dans une période d'absence totale de vision sur le court terme surtout".

Selon lui, sans cette alliance Opep-non-Opep, "nous aurions eu affaire à un marché très instable et probablement en dessous du niveau actuel". La poursuite de cette alliance trouve toute son importance dans le contexte d'incertitudes autour de la crise sanitaire et la reprise de la demande, qui caractérisent le marché actuellement.

"Pour le moment, il est vrai que le monde entier ne suit en premier qu'une éventuelle fin de pandémie, suivie d'une reprise de la demande mondiale. Mais ce n'est pas suffisant à mon avis, car d'autres paramètres qui découlent aussi du rythme et du mode de cette reprise vont certainement empêcher les prix de revenir rapidement au niveau connu en 2019 et probablement pas



ou jamais à celui de 2013", explique-t-il.

Ainsi, dans des conditions aussi incertaines, les prix du brut devrait atteindre une moyenne de 40 dollars le baril en 2020 et 50 à 60 dollars en 2021, selon le ministre qui se réfère sur ce sujet aux études des "plus grands" analystes.

Interrogé sur la capacité de l'Algérie à préserver ses équilibres financiers avec ce niveau de prix, Attar a souligné que le pays "peut et doit" survivre avec un baril à 60 dollars ou moins.

"A mon avis, il ne faut plus se poser ce genre de question à l'avenir, et agir d'abord pour décider de ce que nous devons faire progressivement à court et moyen termes pour sortir de cette dépendance de la rente pétrolière", explique le ministre, tout en

rappelant l'objectif fixé par le président de la République et qui vise la réduction de 20 % de cette dépendance à court terme.

Evoquant la nécessité de relancer la production déclinante d'hydrocarbures en Algérie, Attar a reconnu que "les plus grands gisements ont été malmenés depuis deux décennies par un soutirage accéléré, mais hélas non accompagné de mesures de conservation et de rénovation des techniques d'exploitation".

Cette situation est due essentiellement au "retard dans la rénovation des techniques d'exploitation et à l'absence d'initiatives en matière d'amélioration des taux de récupération, d'une part, et de développement avec mise en production rapide des nouveaux gisements découverts même s'ils

sont de petite taille, d'autre part". Il s'agit de manque d'initiatives en matière de suivi de l'état des puits en production et d'insuffisance du renouvellement des réserves : "Ce sont deux chantiers importants que nous sommes décidés plus que jamais à faire avancer dans les meilleurs délais", insiste-t-il.

Dans ce cadre, le ministre a mis en exergue l'importance de promulguer les 43 décrets d'application de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, pour permettre le lancement d'une large campagne de promotion du partenariat aussi bien en amont qu'en aval.

Pour ce faire, le ministère a mobilisé pas moins de 70 cadres de haut niveau, organisés au sein de 7 groupes de travail et un comité de pilotage, et qui ont pu préparer jusqu'à maintenant 25 décrets exécutifs alors que le reste devrait être finalisé avant la fin de l'année 2020.

Concernant les instructions du président de la République relatives à la réduction des dépenses de Sonatrach, Attar a rassuré qu'elles n'auront pas d'impact sur les capacités d'investissement et d'exploration pétrolière et gazière de la compagnie.

Il s'agit, a-t-il expliqué, "de supprimer les dépenses et les charges inutiles, (...) de réduire les coûts d'exploitation, (...) de privilégier l'intégration nationale, surtout en matière de sous-traitance dans tous les domaines, pour réduire les importations". Le ministre a préconisé, dans le même ordre d'idées, "de différer légèrement et à court terme les investissements qui n'ont aucun impact immédiat sur les capacités de production ou de valorisation, de privilégier le partenariat en matière d'exploration et de grands projets structurants pour alléger le poids en matière d'investissement sur Sonatrach et de réorganiser et centrer les activités de Sonatrach sur ses métiers de base, avec des règles d'éthiques universelles".

R. E.

CRISE SANITAIRE ET ÉCONOMIQUE

Alliance Assurances déplore l'absence de réformes "profondes et nécessaires"

PAR RACIM NIDAL

Le secteur algérien des assurances ne se porte pas bien. Alliance Assurances, qui a publié hier ses résultats financiers du 1^{er} semestre 2020, décrit une "crise économique et systémique", et déplore "l'absence d'un marché des véhicules neufs" en raison de l'arrêt des importations et pointe les effets de "la crise sanitaire" liée à la pandémie de coronavirus.

"Fortement impacté par les effets d'une crise économique systémique et persistante qui se sont traduits par l'absence de réformes profondes et nécessaires du secteur couplée à l'absence d'un marché de nouveaux véhicules, mais aussi, les pratiques néfastes et récurrentes telles que la concurrence déloyale, le dumping, ainsi que l'instauration depuis janvier 2020, de la collecte d'une taxe dite de pollution à la charge des assureurs. Cette décision a participé lourdement à atrophier le Chiffre d'affaires des Sociétés d'assurances étant

donné que le budget des assurés n'a pas évolué", détaille d'emblée la compagnie privée cotée à la Bourse d'Alger dans la présentation de ses résultats au 1^{er} semestre 2020.

Alliance Assurances fait état d'une baisse de -14 % de son chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2020, avec une "perte nette de 396 millions de dinars", pointe aussi la crise sanitaire (...) qui "impacte lourdement le secteur des assurances".

"Non seulement, cela a engendré un recul du chiffre d'affaires mais aussi d'autres effets pervers tels que l'augmentation exponentielle du poste - créances - et - impayés - qui découlent de fortes tensions de trésorerie que connaissent les entreprises", explique la compagnie dirigée par Hassen Khelifati.

Alors que la crise économique et sanitaire avancent et ne laissent aucun répit aux entreprises, "les aides promises par l'État pour atténuer les effets de la crise sur les sociétés, tardent à voir le jour", déplore la

compagnie. "L'écrasante majorité des professionnels en Algérie en subissent les conséquences et les mesures d'accompagnement et d'atténuation de ces effets tardent à venir et à se concrétiser à grande échelle", regrette Alliance Assurances. Alliance Assurances, qui fait état aussi d'une baisse conséquente de son résultat au 1^{er} semestre 2020, "autour de 128 millions de dinars", soit -21 % par rapport à la même période de 2019, se dit "mobilisée pour faire face à cette situation économique exceptionnelle et inédite dans un climat des affaires délétère".

Alliance Assurances juge la situation "très inquiétante pour l'avenir très proche" d'autant plus, appuie-t-elle, que "nous sommes à la fin de l'exercice et l'ouverture de la période de renouvellement avec la persistance des pratiques de discrimination amplifie nos inquiétudes à court terme".

La compagnie d'assurance privée fonde ses espoirs sur les "décisions prises par l'État lors de la conférence nationale sur la

relance économique et sociale qui a été organisée fin août dernier, destinées à soutenir, accompagner les entreprises tous secteurs d'activité confondus et maintenir en état d'activité, tout le tissu industriel et commercial national pour sortir de cette crise économique sans précédent."

Elle ajoute que le secteur des assurances "reste dans l'attente de suites réservées aux demandes formulées par les Compagnies d'assurances sous l'égide de l'UAR au mois de juin dernier, suites, destinées à accompagner et atténuer les effets de la crise sanitaire sur le secteur."

Alliance Assurance affirme qu'"en dépit de toutes ces contraintes et ces moments très difficiles, n'a jamais failli à ses devoirs de solidarité à tous les niveaux et en tout temps." "La persistance de cette crise qui perdure n'est pas rassurante et aura certainement des impacts encore plus graves sur la santé financière de la compagnie", prévient-elle.

R. N.

CANCER DU SEIN EN ALGÉRIE

La double souffrance des malades

L'Algérie enregistre annuellement plus de 14.000 nouveaux cas de cancer du sein et 3.500 décès dus à cette maladie, mais actuellement la pandémie du complique encore plus le quotidien des malades...

PAR RAHIMA RAHMOUNI

C'est ce qu'a affirmé Hamida Kettab, secrétaire générale de l'association El-Amel, dans un entretien accordé à un site d'information électronique.

Cette association aide les personnes atteintes de cancer, à l'occasion du lancement de la campagne "Octobre rose" dédiée à la sensibilisation contre le cancer du sein.

Une "pathologie lourde mais qui n'est pas une fatalité", souligne Mme Kettab. "Aujourd'hui, le cancer du sein n'est plus une fatalité. Il y a le dépistage et un diagnostic précoce qui peuvent sauver des milliers de femmes", a-t-elle précisé, ajoutant que l'association El Amel "est justement là pour rappeler l'importance du diagnostic précoce et aussi du dépistage".

Cette recommandation butte néanmoins sur un problème de taille : l'inexistence de centres de dépistage dans le secteur public de la santé. "Il est vrai qu'actuellement en Algérie il n'y a malheureusement pas encore de centres de dépistage dans le secteur public mais ce n'est pas une raison pour ne pas se faire dépister", a indiqué Mme Kettab, exhortant les femmes à se faire dépister chez le privé.

"Il faut d'abord voir un médecin pour un examen clinique. Il ne faut jamais aller directement faire la mammographie", recommande-t-elle, tout en insistant sur le fait que le dépistage "reste le seul moyen pour prévenir cette pathologie".

Pour elle, le mois d'octobre est l'occasion pour toutes les parties prenantes (associations, médias, professionnels de la



santé...) de s'impliquer dans la lutte contre le cancer du sein.

La pandémie de la Covid-19 a compliqué les choses

Cette année, contrairement aux années précédentes, la campagne de sensibilisation contre cette maladie intervient dans un contexte sanitaire exceptionnel marqué par l'épidémie du coronavirus.

À cet effet, l'association El Amel a prévu d'aborder la thématique "Cancer du sein et coronavirus" pour répondre aux inquiétudes et aux questions des femmes atteintes de cancer du sein.

En effet, la pandémie a affecté notablement les patientes atteintes du cancer du sein, "surtout durant les 3 premiers mois. Ce n'était pas très clair et il n'y avait pas une stratégie bien arrêtée pour prendre en charge les malades atteints de Covid-19", souligne Mme Kettab qui parle de "grande panique".

La prise en charge des malades atteints de Covid s'est alors faite "au détriment des

patients atteints de maladies chroniques et surtout les personnes atteintes de cancer du sein et d'autres pathologies cancéreuses", déplore la présidente de l'association El Amel qui explique que des rendez-vous de chimiothérapie ont été reportés pour raison de Covid, de même pour les traitements et les rendez-vous pour la chirurgie. "Ça a été très compliqué pour les cancéreux en général et les personnes atteintes de cancer du sein en particulier, car tout le monde sait que le facteur temps est très important dans les cas de cancer", regrette Mme Kettab qui ajoute que la question qui revient souvent chez les patients est relative aux conséquences négatives éventuelles de ces reports, tant en ce qui concerne le traitement que les chances de guérison. Selon elle, la campagne "Octobre rose" sera l'occasion de répondre à l'ensemble des questionnements et inquiétudes et d'expliquer aux patientes la manière de gérer le stress et la façon de poursuivre le traitement pendant cette pandémie de la Covid-19.

R. R.

SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE EN ALGÉRIE

Benbouzid se dit "optimiste"

PAR CHAHINE ASTOUATI

Le ministre de la Santé, Aberrahmane Benbouzid, est revenu hier sur la situation épidémiologique dans le pays, notamment en ce qui concerne la courbe "stable" des contaminations à la Covid-19.

Intervenant à l'émission *LSA direct* du quotidien le *Soir d'Algérie*, le ministre a tenu à exprimer son optimisme quant à l'évolution de l'épidémie : "Nous sommes toujours sur un ton optimiste; la courbe n'a que peu changé dans tous les pays du monde, c'est une courbe en dents de scie", a-t-il précisé.

Il a en revanche reconnu "un certain relâchement dans la rue, or j'ai vraiment l'espoir que la situation s'améliore. Ceci dit, il ne faut pas qu'on perd de ce que nous avons gagné", a ajouté le ministre.

Concernant les nouvelles mesures de confinement annoncées vendredi dernier par le Premier ministre, Benbouzid a expliqué

que cela est intervenu de manière "flexible et en fonction des réalités de chaque région". Selon l'intervenant, "cette situation n'est pas propre à l'Algérie".

Sur une question à propos de système de santé "catastrophique", le ministre a avoué qu'il a de "bons restes". Cela dit, il ajoute d'emblée que c'est plutôt "le système d'ensemble qui est défaille". Il s'agirait,

selon Benbouzid, de l'existence "sur le terrain et dans le tissu sanitaire, d'un problème que nous sommes en train de corriger". D'ailleurs, c'est pour cela que "le Président a nommé un ministre délégué chargé de la réforme hospitalière, et c'est aussi pour cette raison qu'il y a une Agence nationale de sécurité sanitaire", a-t-il tenu à souligner.

C. A.

BILAN NATIONAL DE LA COVID-19

La lente décrue se poursuit toujours

Le bilan quotidien des nouveaux cas de contaminations au coronavirus poursuit sa baisse en Algérie, avec 141 nouvelles infections recensées ces dernières 24 heures, contre 148 la veille, selon le bilan établi hier dimanche 4 octobre par le ministère de la Santé.

Il s'agit du plus faible bilan depuis le 21

juin dernier, où 140 nouveaux cas avaient été enregistrés, alors que l'épidémie était dans une phase ascendante.

Contrairement à ces derniers jours, ce n'est pas la wilaya d'Alger qui enregistre le plus grand nombre de nouveaux cas au niveau national. Avec 22 nouveaux cas, la wilaya de Biskra a recensé le plus grand

SELON ABDELBAKI BENZIANE :

La "rentrée universitaire liée à l'annonce des résultats du Bac"

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a affirmé, hier samedi, que "la rentrée universitaire peut être fixée fin novembre ou début décembre", a rapporté hier la Radio nationale.

Le ministre a par ailleurs précisé que "ce n'est pas une date définitive, mais la date officielle de la prochaine rentrée universitaire est tributaire de la date d'annonce des résultats du baccalauréat 2020."

En effet, M. Benziane a expliqué en marge de la conférence nationale des startups que la date de début de l'année universitaire 2020/2021 serait vraisemblablement fin novembre et début décembre prochain, et qu'elle est principalement liée à l'annonce des résultats du baccalauréat, car selon le ministre, on "ne peut pas parler de la rentrée universitaire sans prendre en compte la première année universitaire qui est liée aux résultats du baccalauréat, ainsi qu'à l'orientation et aux inscriptions des lauréats, une procédure qui dure environ un mois", selon le même média.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

3 morts et 160

blesés en 24 heures

3 personnes ont trouvé la mort et 160 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures à travers le pays, selon un bilan rendu public hier par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tissemsilt avec 1 mort et 12 blessés suite à 2 accidents de la circulation. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 24 opérations de sensibilisation à travers 5 wilayas, pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la distanciation physique. Elles ont également effectué 6 opérations de désinfection générale à travers 4 wilayas, touchant les infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

R. N.

nombre de nouvelles infections à la Covid-19 par wilayas, devant Batna (+13 cas) et Alger (+11 cas).

Depuis le début de l'épidémie en février dernier en Algérie, 50 296 personnes ont été officiellement contaminées par le nouveau coronavirus.

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT DE
L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DE L'URBANISME
DE L'ARCHITECTURE ET DE
LA CONSTRUCTION DE
LA WILAYA DE BOUMERDES
CITE FRANTZ FANON
(800 LOGTS)-BOUMERDES

Mise en demeure N°03 avant résiliation

L'Entreprise **EURL NEGGACHE** domiciliée à TOULMOUT, commune de Beni Amrane BOUMERDES, titulaire du marché N° 23/721/2020 du 19/08/2020, relatif aux travaux de VRD primaires et secondaires du site **100 Logts LPA a Seghired**, commune de Thenia – Wilaya de Boumerdes, est mise en demeure pour notifier l'ordre de service et démarrage des travaux sous huitaine, à compter de la 1^{ère} publication de la mise en demeure au BOMOP ou aux quotidiens nationaux, faute de quoi des mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur lui seront appliquées.

Midi Libre n° 4103 - Lundi 5 octobre 2020 - Anep 2016 015 992

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE**

WILAYA DE CONSTANTINE
ÉTABLISSEMENT D'AMENAGEMENT
DES VILLES D'AIN NAHAS ET D'ALI MENDJELI
DIRECTION GENERALE
NIF / 0015 2500709 89 17

**AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
DU MARCHE**

En application des dispositions de l'article 65 et 72 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementations des marchés publics et des délégations du service public, La Direction Générale de l'établissement d'Aménagement des villes de AinNahas et de Ali Mendjeli de la wilaya de Constantine informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel l'avis d'appel d'offre

Ouvert avec exigence de capacités minimales N° 05/2020 paru dans les quotidiens nationaux **EL NASR** en date du 15/04/2020, et **MIDI LIBRE** en date du 15/04/2020 relatif à la réalisation de : **Travaux de VRD et Aménagement extérieur (y compris la mise à niveau des tissus existants) à travers l'unité de voisinage n°05 la ville de ali mendjeli – wilaya de constantine (en lot séparés).**

Qu'a l'issue de l'examen et de l'évaluation des offres techniques et financière, le marché est attribué provisoirement au soumissionnaire désignés ci-après :

Désignation des lots	Soumissionnaires retenus N° d'identification fiscale	Note technique sur 90 pts	Montant de l'offre en DA TTC	Délai d'exécution	Motif du choix
Lot N°01 : Voirie, Assainissement et AEP	EURL ETRBGTH NIF : 000325006529873	57	235 745 901,09	10 mois	Moins disant
Lot N°02 : Aménagement Extérieur et Eclairage public	SARL BELLA WORK NIF : 000425006562506	53	179 924 913,20	08 mois	Moins disant

Les soumissionnaires désirant prendre connaissance des résultats détaillées de l'évaluation de leurs offres techniques et financière sont invités à se rapprocher du service contractant au plus tard trois (03) jours à compter de la première parution du présent avis d'attribution provisoire dans les quotidiens nationaux. Tout soumissionnaire contestant le choix opéré peut introduire un recours auprès de la commission sectorielle des marchés publics du Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247, dans un délai de dix (10) jours, à partir de la première parution de présent avis dans l'un des quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Midi Libre n° 4103 - Lundi 5 octobre 2020 - Anep 2025 003 507

MIDI

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATION



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de la Communication

**Prix du Président de la République,
du Journaliste Professionnel
Sixième édition, 2020**

«La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »

Le Ministère de la Communication annonce le lancement du «**Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel**», dans sa cinquième édition, comptant pour l'année 2020, qui sera décerné à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Presse le 22 octobre 2020.

Ce prix a été institué par décret présidentiel N° 15-133 du 02 Chaabane 1436 correspondant au 21 mai 2015, en signe de reconnaissance au valeureux parcours des journalistes Algériens durant la guerre de libération nationale et d'appui aux efforts des professionnels de la presse nationale qui contribuent à la promotion du droit du citoyen à une information objective et crédible à travers la presse écrite, audiovisuelle et électronique.

Objectifs:

- Encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes
- Stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale en instaurant la culture du mérite.
- Récompenser les meilleures œuvres individuelles ou collectives ayant trait à la thématique retenue.

Catégories du prix :

- **L'information écrite** : article de fond, critique, éditorial, reportage ou enquête.
- **L'information télévisuelle** : reportages, enquêtes d'investigation, documentaires, bandes d'actualités filmées.
- **L'information radiophonique** : émission d'information, reportages, et enquêtes.
- **La presse électronique** : meilleure œuvre d'information diffusée sur le net.
- **L'illustration** : photographies, dessins et caricatures de presse publiés par un organe de presse nationale.

Conditions de participation :

- Etre de nationalité Algérienne ;
- Etre titulaire de la carte nationale de journaliste professionnel ;
- Ne pas être membre du jury ;
- Le candidat peut présenter sa candidature à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre, à l'exception du prix d'illustration dont le nombre peut atteindre dix (10) exemplaires de photographies, dessins ou caricatures de presse.
- Les œuvres présentées doivent faire l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période 2019 - 2020.

Thème du concours: «La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »

Modalités d'attribution du prix :

Le jury procédera à la sélection des trois lauréats dans chacune des 05 catégories. Le prix sera décerné à la meilleure œuvre des trois lauréats. En plus du certificat de mérite, les lauréats des quatre premières catégories bénéficieront d'une récompense financière dont le montant est fixé comme suit :

- Un million de dinars (1.000.000DA) pour le 1^{er} lauréat
- Cinq cent mille dinars (500.000DA) pour le 2^e lauréat
- Trois cent mille dinars (300.000DA) pour le 3^e lauréat

Pour la cinquième catégorie, l'auteur de la meilleure illustration bénéficiera d'une récompense financière de l'ordre de cent mille dinars (100.000 DA).

Dossier de candidature :

Les dossiers de candidatures doivent contenir les documents et pièces qui suivent :

a) Pièces administratives :

- Copie de la carte nationale du journaliste professionnel.
- Attestation de travail datée de moins de trois mois.

b) Œuvre objet de participation :

- L'œuvre faisant objet de participation doit être remise dans les conditions et les normes techniques requises.

c) Formulaire de candidature portant ce qui suit :

- Données personnelles sur le candidat ;
- Données relatives à l'œuvre objet de participation ;
- Justificatif de diffusion ou de publication de l'œuvre, signé conjointement par le candidat et la direction du media employeur.

Dépôt des dossiers :

Les dossiers de participation seront adressés au président du jury du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, Ministère de la Communication, avenue des 3 frères Bouaddou, Bir Mourad Rais, Alger.

- Par voie postale, le cachet de la poste faisant foi,
- Par dépôt au bureau d'ordre général (B.O.G) du Ministère de la communication

La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 18 octobre 2020.

Formulaire de candidature :

Voir le lien de téléchargement sur le site web du Ministère de la communication:

<http://www.ministerecommunication.gov.dz/fr>

Face à la crise mondiale, urgence d'un renouveau de la gouvernance

Les discours démagogiques de propagande ne portent plus ; au contraire, ils jouent comme facteur de démobilisation. A un mauvais diagnostic résulte forcément de mauvaises solutions. Aussi, s'impose un discours de vérité et un bilan serein de la situation actuelle et des solutions adéquates pour faire face à la crise qui secoue non seulement l'Algérie mais le monde entier.

PAR DR *ABDERRAHMANE MEBTOUL

L'Algérie n'échappe, donc, pas à la règle avec les tensions géostratégiques au niveau de la région et la baisse drastique des réserves de change via la baisse des recettes d'hydrocarbures procurant avec les dérivées 98 % des entrées en devises. Le grand défi de l'Algérie 2020/2025 sont les réformes institutionnelles et micro-économiques dans le cadre d'une vision datée renvoyant à la refonte de l'État pour des missions adaptées tant dans le cadre des nouvelles relations internationales que d'une redéfinition des liens État-Marché.

1.-Pour l'Algérie, toute action opérationnelle doit au préalable analyser l'évolution du cours des hydrocarbures avec les dérivées des hydrocarbures, influant sur le taux de croissance, le taux de chômage, et le niveau des réserves de change. La baisse d'un dollar en moyenne annuelle lui occasionne un manque à gagner entre 400/600 millions de dollars selon les fluctuations du cours où 33 % les recettes de Sonatrach proviennent du gaz naturel. Le prix du gaz au niveau mondial entre 2007/ et septembre 2020 a baissé de plus de 75 %, beaucoup plus que le pétrole étant passé de 15/16 dollars pour le GLN à 4/5 dollars et de 9/10 dollars pour le gaz naturel -GN - ayant fluctué entre 2019/2020 pour la même entre 1,7 et 2,5 dollars qui procure environ 33 % de recettes de Sonatrach entre 2018/2019 qui a chuté de plus de 75 % entre 2008/2020 (le cours le 2 octobre 2020 sur le marché libre étant de 2,264 dollars le MBTU), couvrant à peine les coûts de production. Aux recettes brutes de Sonatrach, l'on devra soustraire les coûts et la part des associés, et le manque à gagner de la réduction de la production décidée par l'Opep pour l'Algérie d'environ 3 milliards de dollars en moyenne annuelle, rendant urgent un nouveau management stratégique de Sonatrach afin de réduire les coûts. Mais attention aux faux calculs car le cours réel du pétrole doit être rattaché au pouvoir d'achat du dollar qui s'est déprécié depuis le début de l'année 2020 étant cotée à 1,070 dollar un euro et est coté le 2 octobre 2020 à 1,171

dollar 1 euro, une baisse de 10%, en raison des incertitudes de l'économie américaine et surtout du gonflement du déficit budgétaire. Ainsi, le 2 octobre 2020, à 10h GMT, le cours en bourse du Wit est coté à 37,49 dollars et le Brent à 39,71. Ramené à prix constant, fonction de la cotation euro/dollar, à la période janvier 2020 le cours du Brent est de 35,73 dollars. Parallèlement nous aurons une hausse de la facture d'importation libellée en euros, devant donc dresser la balance devises L'évolution du cours du Brent, en moyenne annuelle, avec des fluctuations semaine par semaine mois par mois, est la suivante de 2000 à 2020 : 2000, 28,52 dollars le baril - 2005, 54,41 - 2010, 78,92 - 2014, 99,00 - 2015, 52,36 - 2016, 43,55 - 2017, 54,25 - 2018, 71,05 - 2019, 64,34 - estimation fin 2020 en moyenne entre un cours très bas les quatre premiers mois de 2020 (cours environ 30 dollars et moins) et hypothèse un cours qui dépasse 40 dollars de juillet à décembre 2020, nous aurons une moyenne de 35/37 dollars pour le Brent.

2.- Nous aurons plusieurs incidences sur la sphère réelle. ***Premièrement**, sur le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) à prix courants qui a évolué ainsi de 2000 à 2019 ? se calculant par rapport à la période précédente, un taux de croissance élevé en T1 par rapport à un taux de croissance faible en TO donne globalement un taux faible : - 2000 5,0 %-2005, 6,1 %- 2010, - 2015, 3,7 %- 2018, 1,4 %- 2019, 0,8 %. Pour les prévisions 2020 nous avons pour l'ONS un taux de croissance négatif de 3,9 % au 1^{er} trimestre 2020, pour le FMI, moyenne 2020 moins 5,0 % et pour la Banque mondiale moins 6,4 %. Les données du PIB en dinars ou dollars à prix courants peuvent être trompeuses de plusieurs manières, en particulier lors de comparaisons entre deux ou plusieurs années. D'abord, parce qu'elle peut être gonflée à cause de l'inflation (ou l'inverse à cause de la déflation). C'est pour cette raison que l'on a souvent recours au PIB en dollars constants.

Deuxième impact, sur le taux de

l'emploi devant tenir compte de la pression démographique dont la population a évolué ainsi : 2000, 30,87 millions d'habitants.-2005, 32,90- 2010, 35,97- 2018, 42,57, - 2019, 43,4 -2020- 43,9 millions, 51,309 millions en 2030 et 57,625 millions en 2040 avec une population active en 2006 de 8,86, millions- 2010 10,81- 2016, 11,93- 2018, 12,46 et en 2019, environ 12,80. Plus précisément, la structure de l'emploi, selon le secteur d'activité, fait ressortir un secteur tertiaire avec la domination du commerce - des services et de l'administration, le secteur industriel en déclin représentant moins de 6% du PIB en 2019 et du fait de l'épidémie du coronavirus, une décroissance en 2020 selon les données de l'ONS de septembre 2020... Pour les retraités, selon le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ils étaient au nombre, en mai 2020, de 3.266.000 et selon le DG du Trésor public d'ici à fin 2020, le déficit de la CNR pourrait atteindre les 700 milliards de dinars. C'est que la CNR connaît de sévères contraintes où en 2019, seules 2 personnes sont actives pour 5 retraités. Face à ce constat, l'Exécutif a dû recourir au financement non conventionnel où 500 milliards de dinars ont été injectés dans la trésorerie de la CNR, dont une partie a servi à rembourser la Cnas.

Comme conséquence à la fois de la chute du PIB et de croissance démographique, nous assistons à un accroissement du taux de chômage, qui selon les statistiques internationales a évolué ainsi en référence à la population active de l'année 2012, 11,0%- 2013, 9,8%- 2014, 10,6%-2015, 11,2 %- 2016 10,5 %- 2017, 11,6%- 2018, 13,1%- 2019, 14,3%- 2020, 15,0%- et pour 2020/2021 avant la crise - 2021, 15,4% et 2021 15,8%, si l'on prend les données pour 2019, taux de croissance de la Banque mondiale du 8 juin 2020 -moins 6,4% (recul 8,4%) celles de la Banque africaine de développement de début juillet 2020 - scénario pessimiste moins de -5,4% et modéré - 4,4%, et les données de l'ONS de juillet 2020, de moins 3,9% pour le premier trimestre, nous aurons un stock additionnel de chômeurs pour



2020 en Algérie qui varierait entre 1.800.000 et 2.000.000. Cela n'est pas propre à l'Algérie comme le montre le rapport alarmant de l'OIT de mai 2020, plusieurs centaines de millions de chômeurs dans le monde, avec un accroissement des inégalités et de la pauvreté, frappant particulièrement les pays les plus vulnérables. La sphère informelle représente, selon les données de l'OIT de juillet 2020, 80% de l'emploi en Afrique servant de tampon social, pourvoyant par différents mécanismes à la faiblesse de l'offre. En Algérie cette sphère informelle représente plus de 50% de l'emploi et le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, courant mai 2020 a révélé que les zones d'ombre couvrent environ 8,5 millions d'Algériens vivant dans 15.000 zones d'ombre.

3. - Nous aurons également des incidences sur la sphère financière. Premièrement, sur le déficit budgétaire où les prévisions de la loi de finances complémentaires 2020 qui se fonde sur le prix fiscal de 30 USD et sur le prix de marché de 35 USD. Le déficit budgétaire devrait atteindre -1.976,9 milliards de dinars, soit -10,4% du Produit intérieur brut (PIB) (contre - 1.533,4 milliards de dinars, soit -7,2% du PIB dans la loi préliminaire). La balance des paiements

enregistrant un solde négatif de - 18,8 milliards de dollars, contre 8,5. Dans ce cadre il faut éviter les utopies de la panacée de la finance islamique, comme moyen de financement, représentant en 2019 moins de 1 % du financement global de l'économie mondiale (2.500 milliards de dollars sur plus de 260.000 milliards de dollars). Sa réussite implique des conditions : une visibilité, la maîtrise de l'inflation, la stabilité de la cotation du dinar par rapport aux devises euro et dollar notamment et surtout de la confiance État-citoyens. Selon le Fonds monétaire international (FMI), information rapportée le 26 septembre par le site spécialisé, *Oil Price*, l'Algérie a besoin d'un prix du baril de pétrole estimé à 157,2 dollars pour équilibrer son budget, et non pas 60 dollars comme l'a déclaré récemment le ministre de l'Énergie, le prix du baril fixé par la loi de finances 2020 n'étant qu'un artifice comptable. La précédente projection du FMI pour 2020 prévoyait un prix d'équilibre à 92,3 dollars et cela suite à la crise sanitaire, pour 2021, un prix d'équilibre à 109,3 dollars, rappelant que selon les prévisions du FMI pour les années précédentes, le prix d'équilibre du baril pour l'Algérie était estimé de 104,6 dollars en 2019, à 101,4 dollars en 2018 et à 91,4 en 2017. Il

s'ensuit une baisse drastique des réserves de change qui ont évolué ainsi : - 2013 : 194,0 milliards de dollars, - 2018 : 79,88 milliards de dollars - fin 2019 : 62 milliards de dollars, - fin 2020, avant l'épidémie du coronavirus, les prévisions de la loi de finances complémentaire sont de 44,2 milliards de dollars contre 51,6 prévu dans la loi initiale. Le niveau des réserves de change dépendra à la fois du cours des hydrocarbures, du niveau des importations ne pouvant pas tout restreindre, quitte à étouffer tout l'appareil productif, du niveau de production interne en évitant l'expérience malheureuse des usines de montage de voitures et bon nombre d'autres projets "ficatifs", de la lutte contre les surfacturations et une meilleure gestion interne, les recettes fin 2020 devraient clôturer entre 21/22 milliards de dollars. Il s'agira de ne pas confondre recettes ave profit net en tenant compte de la forte consommation intérieure qui à l'horizon 2030 risque de dépasser les exportations actuelles, renvoyant à la tendance énergétique au niveau mondial s'orientant vers un mix énergétique avec le primat des énergies renouvelables et de l'hydrogène 2030/2040.

Troisième impact sur le taux

ment de la demande et surtout de la baisse des coûts de production notamment venant des pays émergents

Quatrième impact, sur la cotation du dinar où la valeur d'une monnaie dépend avant tout du niveau de la production et de la productivité interne et la capacité d'un pays à pénétrer le marché international et où l'évolution du cours officiel du dinar est fortement corrélé aux réserves de change via les recettes d'hydrocarbures à plus de 70%. Pour la période 2010/2020 - 2010, 74,31 dinars un dollar et 103,49 dinars un euro : -2015, 100,46 dinars un dollar et 111,44 dinars un euro : -2016 : 100,46 dinars un dollar et 111,44 dinars un euro : -2017 : 110,96 dinars un dollar et 125,31 dinars un euro : - 2018 : 116,62 dinars un dollar et 137,69 dinars un euro : -2019 : 119,36 dinars un dollar et 133,71 dinars un euro -2 octobre 2020 : 129,13 dinars un dollar et 151,31 dinars un euro (cours Forex). Tout dérapage du dinar par rapport au dollar et à l'euro permet d'augmenter artificiellement la fiscalité hydrocarbures (reconversion des exportation hydrocarbures en dinars) et la fiscalité ordinaire (via les importations tant en dollars qu'en euros convertis en dinar dévalué), cette dernière accentuant l'inflation équipements, matières premières, biens finaux, montant accentué par la taxe à la douane s'appliquant à la valeur dinar, étant supportée en fin de parcours, par le consommateur comme un impôt indirect, l'entreprise ne pouvant supporter ces mesures que si elle améliore sa productivité. Pour suppléer au déficit budgétaire, le recours à la planche à billets après l'épuisement du Fonds de stabilisation du pétrole (FRR) pour financer le déficit budgétaire, la Banque Centrale a recouru à ce mécanisme de mi-novembre 2017 à avril 2019, ayant mobilisé 55 milliards de dollars, soit l'équivalent de 32% du PIB de 2018. Ce financement, outre l'effet inflationniste, comme au Venezuela, favorise, contrairement à certains discours, la baisse des réserves de change puisqu'en mettant à la disposition de certaines entreprises des dinars (70% des matières premières et des équipements des entreprises publiques et privées étant importées, le taux d'intégration ne dépassant pas 15/20%), ces dernières se porteront importatrices en devises en biens et services. En cas de baisse drastique des réserves de change à 10/12 milliards de dollars, qui tiennent la cotation du dinar algérien à plus de 70%, la

Banque d'Algérie sera contrainte de dévaluer le dinar officiel à environ 200/220 dinars 1 euro avec une envolée du cours sur le marché parallèle, la cotation actuelle sur ce marché n'étant pas significative du fait de l'épidémie du coronavirus qui limite la demande, étant difficile de combler l'écart avec le marché parallèle, l'allocation de devises tant pour les opérateurs privés que pour les ménages étant dérisoire.

En conclusion, les actions conjoncturelles ne s'insérant pas au sein d'objectifs stratégiques précis, au lieu de résoudre la crise l'amplifie à moyen terme. Aussi, toute politique devra tenir compte d'une révision de l'actuelle politique socio-économique, au niveau international notamment, de la demande de révision par l'Algérie de certaines clauses de l'Accord d'Association avec l'Europe, non pas de l'Accord-cadre, notre principal partenaire, dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant, d'autres zones de libre échange, notamment avec l'Afrique dont les échanges sont dérisoires, mais, il ne faut pas vendre des utopies, supposant des entreprises compétitives (coût/qualité) et tenir compte des aspects sécuritaires influant sur le développement, les tensions géostratégiques en Méditerranée, au Sahel et en Libye. Le XXI^e siècle sera dominé par les réseaux de la société civile en symbiose avec de nouvelles fonctions des États, des entreprises et des institutions internationales avec les défis de la transition numérique, énergétique et la culture à travers les médias, qui imposeront un changement profond dans les deux prochaines décennies dans les modes d'organisation institutionnelle, d'entreprises, de consommation et nos comportements. L'Algérie, acteur stratégique au niveau de la région, a besoin de paix et de développement loin des mentalités rentières, du fait des liens dialectiques entre sécurité et développement, car toute déstabilisation aurait une répercussion régionale sur l'espace méditerranéen et africain. Mais les réformes garantissant la sécurité et le développement ne peuvent provenir que des Algériens eux-mêmes.

Dr *A. M., expert international et professeur des universités

Pertes d'emploi, dégradation du pouvoir d'achat et inflation... le coup de blues

Face à une rentrée sociale et économique qui s'annonce très dure, les pouvoirs publics auront fort à faire. Tous les voyants sont au rouge et l'explosion sociale est à craindre. De l'aveu même de M. Abdellatif, cadre au ministère des Finances, près de 5 millions de travailleurs sont (ou seront) dans la précarité à cause du confinement imposé par la Covid 19.



riale ne connaît pas de répit en ce moment. Il ne me reste qu'à emprunter, une fois encore. Mais, là aussi, les sources se tarissent vite", a-t-il conclu, reprenant son air soucieux.

Les retraités, l'autre bombe à retardement

Pour M. Azzi, secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs retraités, le pouvoir d'achat des retraités comme celui des travailleurs actifs se dégrade de plus en plus. Pour lui, l'incidence de l'augmentation du SNMG sur les retraites est positive pour certaines catégories, celles qui perçoivent le minimum commun ainsi que les moudjahidine.

Ils sont environ 80% des retraités dont la pension est liée au SNMG. Les retraités vivent cette dégradation du pouvoir d'achat, du fait que la majorité d'entre eux ont à leur charge leurs enfants qui sont au chômage. C'est une situation assez pénible, quand on sait qu'eux-mêmes, ont des difficultés financières.

De plus, les retraités disent payer autant qu'un travailleur en activité. "Ce qui n'est pas normal, clame àmmi Ali, retraité depuis 8 ans. On doit pouvoir nous aider avec une exonération de l'IRG jusqu'à la limite de 15.000 dinars."

Selon M. Azzi, le budget de la Caisse de retraite est de plus de 120 milliards de dinars par an. La situation de la caisse, est bonne et équilibrée. "Alors, pourquoi ne pas aider les retraités, ceux qui perçoivent aujourd'hui 75% du SNMG, en faisant du SNMG une pension minimum garanti", s'interroge àmmi Ali.

En somme, l'Algérien est dans la tourmente et les pouvoirs publics devront résoudre une équation à plusieurs inconnues.

R. E.

De son côté, M. Boulenouar, président de l'Association des artisans et commerçants (Anca), a avancé le chiffre de 500.000 familles algériennes qui risquent de sombrer dans la pauvreté.

En 2016, en pleine crise pétrolière, le Président nigérian Muhammadu Bouhari a dit une phrase devenue célèbre : "Nous sommes brusquement devenus pauvres." Une situation que la majorité des Algériens peinent à digérer.

Sommes-nous devenus subitement pauvres ?

Selon Boulenouar, à cause de la fermeture des commerces, pour cause de confinement, 500 000 familles vont se retrouver dans la précarité. Les commerçants se retrouvent aujourd'hui sans revenus à cause de cette conjoncture et de la baisse drastique de la consommation.

Une baisse de la consommation attribuée, outre à la Covid, mais aussi et surtout, à une forte baisse du pouvoir d'achat.

Une baisse accentuée davantage par la perte des emplois

Pour M. Abdellatif, les emplois perdus représentent 45,5 %, de l'ensemble des 11 millions de travailleurs recensés (déclarés). "Nous

sommes à un tournant décisif", affirme-t-il. Depuis l'ouverture du marché, les Algériens ont connu les bienfaits de la consommation.

En économie, il n'y a de richesses que celle que l'on est capable de produire de façon régulière et d'une manière continue dans le temps. Or, et c'est là où le bât blesse, la seule richesse du pays se résume au pétrole, lui-même soumis aux aléas du marché.

En dépit d'une production agricole importante, les prix affichés restent élevés, ce qui a érodé davantage un pouvoir d'achat en baisse.

de l'aisance à la pauvreté

Si une famille de 7 adultes dépensait en moyenne 68.775 dinars par mois, en 2011, d'après une enquête de l'Office national des statistiques (ONS) sur la consommation des ménages algériens, aujourd'hui, un budget mensuel de 110.000 dinars couvre à peine leurs besoins.

Pourtant, il faut préciser qu'en parallèle, le revenu des ménages a légèrement évolué.

En 2016, le salaire moyen mensuel était de 39.900 dinars – 55.700 dinars dans le secteur public contre 32.600 dinars dans le privé – alors qu'en 2013, il affichait 36.104 dinars selon l'ONS. Quant au revenu minimum

(SNMG), celui-ci est gelé à 18.000 dinars mensuels depuis 2015.

Anis, jeune chômeur de 23 ans à Dergana avoue ne penser qu'à partir, malgré les risques. Licencié en langues, option anglais, tous ses CV sont restés lettre morte. "Cela fait plus d'un an que je dépose des CV. Aucune réponse. Ni du public ni du privé. Il faut des connaissances pour n'espérer qu'un poste d'agent de sécurité à 18.000 DA."

Et encore, Anis est célibataire, et personne à sa charge, que dire alors d'un père de famille ?

Rencontré au marché de Sorecal de Bab-Ezzouar, Ahmed, la cinquantaine et père de 4 enfants, ne sait plus où donner de la tête. Entre courses hebdomadaires, les factures à payer (eau, électricité, téléphone et charges locatives), son salaire de 58.000 DA ne suffit pas. "Je ne sais plus quoi faire. Ma femme ne travaille pas, et mon salaire me suffit à peine à boucler 17 jours. Le reste, ce sont des dettes qui ne cessent de s'accumuler. Avec mon salaire de septembre, je dois faire face à la rentrée scolaire. Heureusement que j'ai deux enfants à la fac, mais leurs besoins sont grands eux aussi. Leurs livres coûtent chers et je suis obligé de leur venir en aide. Leurs bourses sont insuffisantes. La mercu-

ECONOMIE MONDIALE

L'OCDE revoit à la hausse ses prévisions 2020

L'économie mondiale est en train de se redresser plus rapidement qu'on ne le pensait juste avant le début de l'été après le choc provoqué par le nouveau coronavirus, en raison notamment du dynamisme de la reprise aux États-Unis et en Chine, a déclaré mercredi l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'économie mondiale devrait néanmoins connaître une récession de 4,5% cette année, un plongeon sans précédent dans l'histoire récente mais moins prononcé que la chute de 6% anticipée en juin dans les précédentes prévisions de l'OCDE.

Si l'épidémie due au coronavirus n'échappe pas à tout contrôle d'ici là,

l'économie mondiale devrait renouer avec la croissance en 2021 au rythme de 5%, a ajouté l'OCDE, un niveau cette fois inférieur à la progression de 5,2% attendue en juin.

Cependant, une accélération de la propagation de l'épidémie ou un durcissement des mesures pour la contenir pourraient enlever 2 à 3 points de pourcentage aux prévisions pour l'année prochaine, a averti l'organisation basée à Paris.

Elle précise que ses prévisions se fondent sur l'hypothèse de foyers épidémiques contenus à l'aide de mesures ciblées localement à la place de confinements nationaux tels que ceux mis en oeuvre au printemps à travers le monde. Elle suppose aussi

qu'aucun vaccin ne sera largement disponible avant le courant de l'année prochaine. L'OCDE juge que les mesures budgétaires des gouvernements et les initiatives de politique monétaire des banques centrales pour soutenir les revenus des ménages et des entreprises ont contribué à éviter une récession plus profonde et devraient ainsi être poursuivies.

L'amélioration globale des prévisions de l'OCDE cache d'importantes disparités entre les grandes économies comme les États-Unis, la Chine et la zone euro, qui ont mieux résisté que prévu, et d'autres pays comme l'Inde, le Mexique et l'Afrique du Sud qui ont davantage souffert faute de maîtriser l'épidémie. La Chine, où la

pandémie est apparue et qui l'a contrôlée plus tôt, devrait être le seul pays du G20 à connaître une croissance de son produit intérieur brut cette année (+1,8%), alors que l'OCDE anticipait encore une contraction de 2,6% en juin. Les États-Unis, première économie mondiale, devraient eux aussi afficher une performance moins mauvaise que prévu auparavant avec une contraction de leur PIB limitée à 3,8% au lieu de 7,3%.

Pour la France, l'OCDE prévoit une récession de 9,5% cette année, soit 1,9 point moins forte qu'en juin, avant une croissance de 5,8% en 2021 alors qu'elle l'attendait à 7,7% juste avant l'été.

R. E.

LAGHOUAT, PÔLE UNIVERSITAIRE

Inauguration de plusieurs infrastructures scientifiques

Avec un coût de réalisation s'élevant à 294 millions de dinars et d'équipement à 1,2 milliards de dinars, la plateforme sera encadrée par un corps enseignant composé de 250 universitaires et chercheurs...

PAR BOUZIANE MEHDI

Plusieurs infrastructures universitaires, dont une plateforme des technologies d'analyses physico-chimiques, au pôle universitaire de Laghouat, ont été inaugurées, samedi 19 septembre, par Abdelbaki Benziane, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Avec un coût de réalisation s'élevant à 294 millions DA et d'équipement à 1,2 milliards DA, la plateforme sera encadrée par un corps enseignant composé de 250 universitaires et chercheurs, a indiqué le recteur de l'Université de Laghouat, Djamel Benbartal, affirmant à l'APS que la plateforme des technologies d'analyses physico-chimiques contribuera à une amélioration qualitative des recherches scientifiques.

Ayant nécessité une enveloppe de plus de 500 millions de dinars, le projet de groupe de 14 laboratoires scientifiques de tous domaines confondus,



inauguré également par le ministre, est doté de divers moyens et équipements scientifiques, d'une résidence équipée destinée aux chercheurs, ainsi que d'un restaurant de 120 places, a indiqué l'APS, soulignant qu'aussi, le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de la wilaya de Laghouat a été renforcé par une unité de recherches en plantes médicinales, un groupe administratif, une bibliothèque centrale de 600 places et une Maison de l'entrepreneuriat.

A cette occasion, M. Benziane a suivi un exposé sur un projet de réalisation de 8.000 places pédagogiques, dont les travaux de réalisation ont atteint un taux d'avancement de 85 %.

Le ministre a animé, au terme de sa visite dans la wilaya de Laghouat, une rencontre d'orientation, par visioconférence au profit de la famille universitaire à travers le pays, et ce à l'occasion de la reprise des activités pédagogiques.

B. M.

SAÏDA, AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE DANS LES ZONES ENCLAVÉES La prise en charge donne ses fruits sur le terrain

Le conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merrad, a affirmé, lundi 22 septembre à Saïda, que "la prise en charge par l'État des besoins de la population des zones enclavées commence à donner ses fruits sur le terrain". "Le recensement et la prise en charge par l'État des besoins de la population des zones d'ombre commencent à donner leurs fruits sur le terrain", a précisé M. Merrad lors de sa visite de deux jours dans cette wilaya pour s'enquérir de l'état du développement local dans les zones d'ombre. "Plusieurs zones d'ombre à travers le pays ont enregistré la réalisation de nombreux projets de développement à même d'améliorer les conditions de vie de la population de ces zones reculées dépourvues des commodités les plus élémentaires pour une vie décente et digne", a-t-il dit. Après avoir pris connaissance des préoccupations des citoyens de l'ensemble de ces zones, à savoir : Ouled-Ahmed, Oued-Falit, Sefala, El-Beggar et Tal, le conseiller du pré-

sident de la République a indiqué que "tous les besoins des citoyens seront pris en charge et concrétisés".

"Nous œuvrons à concrétiser sur le terrain cette politique judicieuse adoptée par l'État à travers une série de visites d'inspection à ces zones qui bénéficieront de plusieurs projets de développement à l'effet de contribuer directement à l'amélioration du cadre de vie de leur population", a-t-il déclaré.

A ce propos, il a souligné que "le président de la République, Abdelmadjid Tebboune accorde un grand intérêt à la concrétisation de ses engagements pour garantir le droit d'une vie décente et digne à la population de ces zones à travers tout le pays".

M. Merrad s'est enquis longuement des préoccupations de la population des zones d'ombre de cette wilaya, qui portent dans leur ensemble sur l'alimentation en eau potable, le raccordement au réseau électrique rural et agricole, la demande d'accès à l'aide financière pour le logement rural, les projets de réalisation des

réseaux d'assainissement, le désenclavement, l'ouverture des routes et la construction d'établissements éducatifs en faveur de leurs enfants.

A cet effet, M. Merrad a rassuré les citoyens que l'État allouera des fonds importants pour la concrétisation des projets non inscrits en vue de lever les contraintes et difficultés rencontrées par les habitants des régions enclavées à travers le territoire national et leur fixation dans leur région d'origine.

La wilaya de Saïda qui compte 308 zones d'ombre a enregistré 423 opérations de développement dans les secteurs des ressources en eau, des Travaux publics, de l'Éducation et de l'Énergie, auxquelles plus de 4 milliards de dinars ont été affectés.

Dans la commune d'Ouled-Brahim, il a inspecté les travaux de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 250 m³ dans la région d'Ouled Ali et l'acquisition et l'installation d'équipements photovoltaïques dans les régions d'Ouled-en-Nadhri et El-Matmar.

APS

CONSTANTINE

Attribution prochaine de 100 aides financières à l'habitat rural

Pas moins de 100 aides financières à l'habitat rural seront attribuées au titre de l'année 2021 aux habitants de la localité d'El-Djedour, classée zone d'ombre. Ce quota de 100 aides financières qui sera attribué dès 2021, sur un total de 230 demandes similaires œuvre à répondre à une des préoccupations des citoyens d'El-Djedour.

Le reste des demandes (130) sera inscrit dans les programmes de logements sociaux qui seront réalisés dans cette zone dans la mesure de la disponibilité des poches foncières

Il est également prévu le lancement de plusieurs projets relevant de différents secteurs dans cette agglomération enclavée, entre autres, l'entretien des routes, la réhabilitation du système d'approvisionnement en eau potable (AEP) et la rénovation du réseau d'assainissement. En sus de la prévision de nombreuses opérations de viabilisation et d'aménagement urbain, le wali de Constantine a instruit les responsables concernés à l'effet de renforcer les moyens de transports et la dotation des établissements éducatifs de cantines scolaires.

A noter que la localité d'El-Djedour (distante de 15 km du chef-lieu de wilaya) compte plus de 1.200 habitants, dont près de 500 citoyens résidant au village Bounefa.

TIZI-OUZOU

Journée de ramassage des déchets

L'opération de ramassage des déchets, organisée, samedi 19 septembre, par le Comité olympique et sportif algérien (COA) dans le cadre de la Journée mondiale du nettoyage de la planète, a connu un engouement particulier au site touristique de Tala-Guilef, dans la commune de Boghni à Tizi-Ouzou.

Cette opération a permis aux participants de se joindre à l'effort commun de ramassage des déchets solides dans la forêt de Tala-Guilef, autrefois lieu de préparation de plusieurs clubs sportifs et équipes nationales à l'intersaison. L'objectif de cette journée est de fédérer le maximum d'énergie et générer une prise de conscience globale sur la problématique des déchets sauvages. Aujourd'hui, il est de notre devoir de contribuer à la réduction de la pollution et développer des actions préventives et correctives sur le terrain. L'opération de nettoyage est inscrite dans le cadre du partenariat signé entre l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA) et l'organisation mondiale World CleanUP Day de lutte pour le nettoyage de la planète, affiliée à l'Onu et à l'UNESCO, et avec la collaboration de la commission Sport et Environnement du Comité olympique international (CIO). Il est à rappeler que la Journée mondiale du nettoyage de la planète a été lancée en septembre 2018 dans 150 pays.

APS

LIBERTÉS ÉCONOMIQUES

L'Algérie classée 47^e en Afrique

L'Algérie mal classée en libertés économiques. L'édition 2020 de l'"index of economic freedom" qui mesure la liberté économique dans 180 pays dans le monde, dont 51 pays africains, classe l'Algérie à la 47^e place sur 51 pays africains cités par l'étude.



L'index 2020 de la liberté économique évalue 51 pays africains sur la base 12 facteurs quantitatifs regroupés en quatre grandes catégories. Même si l'Île Maurice conserve son rang de leader, plusieurs bouleversements sont toutefois observés dans ce nouveau classement, indique l'agence Ecofin.

12 facteurs quantitatifs regroupés en quatre grandes catégories, ont été utilisés pour établir cet index. Il s'agit notamment de : l'État de droit (le droit de propriété, l'intégrité du gouvernement, l'efficacité judiciaire) ; la prépondérance du gouvernement (les

dépenses publiques, la pression fiscale, la santé fiscale) ; l'efficacité réglementaire (la liberté des affaires, la liberté de travail, la liberté monétaire) ; les marchés ouverts (la liberté commerciale, la liberté d'investissement, la liberté financière).

Sur la base des scores obtenus (de 0 à 100), les pays sont classés en cinq catégories en fonction de niveau de liberté estimé de l'économie. Les pays

ayant enregistré les scores les plus élevés (entre 80 et 100) sont considérés comme économiquement "libres". Suivent de façon décroissante, les économies "globalement libres", puis celles "modérément libres". Viennent ensuite les pays avec "peu de liberté" économique, et enfin les pays dits "répressifs" en la matière.

Comme ce fut déjà le cas pour l'édition précédente de l'"index of economic freedom", l'Île Maurice

arrive en tête des pays africains en matière de liberté économique en 2020. Suivie par le Rwanda qui progresse à la deuxième place du classement. Ils constituent d'ailleurs les deux seuls pays du continent à figurer dans la catégorie des économies « modérément libres » dans le monde.

Plusieurs progressions sont observées dans le classement 2020 sur le continent. Les plus remarquables sont celles de Madagascar qui passe de la 18^{ème} dans l'édition précédente à la 9^{ème} place cette année, changeant également de catégorie pour devenir une économie "modérément libre". Le Niger enregistre aussi une bonne progression passant du 39^e au 27^e rang en 2020. Il est de même pour le Sénégal et le Ghana qui progressent chacun de 9 places dans cet index.

Au niveau mondial, les seules économies considérées comme véritablement "libres" et occupant de ce fait la tête du classement sont respectivement Singapour (1^{er}), Hong-Kong (2^e), la Nouvelle-Zélande (3^e), l'Australie (4^e), la Suisse (5^e), et l'Irlande (6^e).

BOURSE D'ALGER

La Cosob annonce la création d'un compartiment dédié au financement des startups

Le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob) Abdelhakim Berrah a annoncé samedi à Alger la "création prochaine d'un compartiment de financement dédié aux startups au sein de la Bourse d'Alger".

S'exprimant lors des travaux de la conférence nationale des start-up organisée au centre international des conférences Abdelatif Rahal (CIC), le président de la Cosob a indiqué que "la création de ce compartiment sera créé en collaboration avec des banques et acteurs de la place financière, ainsi que les services du ministère délégué de l'Économie de la connaissance et des Stratups".

Nous sommes en "phase de création de ce compartiment dédié aux start-ups au sein de la Bourse d'Alger,

où des entreprises ayant atteint une certaine maturité et stabilité financière peuvent venir solliciter et relever des financements", a fait savoir M. Berrah, précisant que "les entreprises qui parviendront à ce niveau-là auront plus de visibilité et la garantie d'une notoriété nationale et internationale".

Toujours en coordination avec le ministère délégué de l'Économie de la connaissance et des startups, le président de la Cosob a souligné que ce compartiment sera appelé "le compartiment d'excellence".

Evoquant l'environnement et l'écosystème des startups en Algérie, l'intervenant a rappelé le rôle des autres mécanismes de financement, notamment les banques qui jouent, selon lui, un "rôle essentiel et vital" dans la vie de toutes les entreprises, y

compris des startups. Le financement participatif à travers le nouveau fonds mis en place pour soutenir les projets innovants est également primordial a relevé le président de la Cosob, tout en faisant état de la création d'une plateforme numérique gérée par un conseiller en financement participatif agréé par la Cosob et qui organise la collecte de fonds auprès des investisseurs particuliers ou institutionnels intéressés et qui croient au potentiel de la startup algérienne.

M. Berrah a recommandé, à l'occasion, que les jeunes créateurs de startup soient en mesure de développer des "idées cohérentes sur le développement de leurs activités et sachent comment attirer l'investisseur".

Mettant l'accent sur l'aspect formation, le président de la Cosob a indiqué en outre que des "partenariats ont

été concrétisés avec des instituts de formation nationaux et internationaux pour accompagner les créateurs de startup".

CRISE DE LIQUIDITÉS Des bureaux de poste s'approvisionnent directement auprès de banques commerciales

La crise de liquidités qui sévit en Algérie depuis plusieurs mois a contraint les postes à "innover" afin de mettre la main sur un minimum de fluidité bancaire, avant qu'elle n'atterrisse dans les caisses de la Banque d'Algérie, pour raison d'utilité publique, a appris *Maghreb Émergent* auprès de plusieurs sources concordantes. En effet, des agences d'Algérie Poste, notamment dans la wilaya de Tipasa, envoient des convoyeurs de fonds s'approvisionner directement chez une banque commerciale étrangère située dans la région de Kolea.

La banque, dont les fonds sont censés, dans un 1^{er} temps, transiter par l'antenne locale de la Banque d'Algérie, préfère renflouer directement les guichets de la recette principale de Kolea, qui prend à son compte le transfert d'argent. Selon l'une de nos sources, les sommes transférées n'excèdent pas parfois les 100 millions de dinars. A noter que nous avons en vain tenté de contacter la Banque d'Algérie afin de l'existence d'une éventuelle législation, qui réglemente ou encadre une telle pratique.

SERVICE PUBLIC DE L'EAU

Un groupe de pilotage pour évaluer la situation

Un groupe de pilotage chargé de lancer et de superviser une vaste opération de recueil d'informations pour évaluer la situation du service public de l'eau à travers le territoire national a été installé par le ministre des Ressources en eau, a indiqué samedi un communiqué de ce département ministériel.

Le but de l'enquête confiée à ce groupe de pilotage installé jeudi dernier sous le slogan "Qualité du service public de l'eau: la parole aux consommateurs" consiste à "évaluer la situa-

tion du service public de l'eau, dans chaque commune et quartier du pays" lit-on dans le document.

De ce fait, l'Agence de gestion intégrée des ressources en eau (Agire), a été mandatée afin de faire appel à plus de 5.000 jeunes universitaires pour des emplois temporaires. Ils recevront une formation en ligne et seront chargés de recueillir les renseignements auprès des consommateurs, dans leurs localités de résidence.

L'enquête nationale qui tend à livrer une cartographie précise du vécu des

citoyens, permettra d'évaluer l'impact des efforts déployés par le secteur, dans l'amélioration de l'alimentation en eau et d'affiner les programmes de développement en cours. Selon le ministère, cette opération vient compléter celle relative à l'inventaire du patrimoine hydraulique propre à chaque commune (en cours depuis plusieurs semaines). L'enquête permettra au ministère d'évaluer la performance du service public de l'eau, en se plaçant du point de vue du citoyen.

LIBYE

Berlin espère que la réunion de lundi "mènera à un cessez-le-feu"

L'Onu peine toujours à nommer un émissaire pour succéder au Libanais Ghassan Salamé, démissionnaire en mars. Selon des diplomates, des pays africains, réclamant que le nouveau titulaire soit issu du continent africain...

L Allemagne a espéré, vendredi, aux Nations unies qu'une visioconférence organisée lundi par Berlin sur la Libye en marge de l'Assemblée générale de l'Onu permettrait d'"accélérer les efforts pour un cessez-le-feu" entre les belligérants libyens.

"Cette réunion vient à un moment crucial, alors que nous avons vu récemment des développements encourageants en Libye", a déclaré à la presse



Günter Sautter, ambassadeur adjoint de l'Allemagne à l'Onu, en souhaitant un "message fort" lundi.

Lors de la visioconférence à laquelle

participeront l'ensemble des pays présents lors du sommet de Berlin en janvier et ceux de la région, l'Allemagne va demander que "tous renouvellent

leurs engagements pris en début d'année et surtout les appliquent", a indiqué le diplomate.

Lundi, "nous espérons la cessation des violations continues et flagrantes de l'embargo sur les armes, imposé à la Libye en 2011, et que le rôle de l'Onu comme médiateur clé du dialogue politique en Libye sera renforcé", a précisé Günter Sautter.

L'Onu peine toujours à nommer un émissaire pour succéder au Libanais Ghassan Salamé, démissionnaire en mars.

Selon des diplomates, des pays africains, réclamant que le nouveau titulaire soit issu du continent africain, s'opposent à la nomination du Bulgare Nickolay Mladenov, actuel émissaire de l'Onu pour le Proche-Orient.

Sa candidature est soutenue par les États-Unis et l'Europe mais il n'est pas sûr du tout qu'une nomination intervienne de sitôt, selon les mêmes sources.

BURKINA-FASO

3 proches de Compaoré déposent leur candidature à la présidentielle

3 anciens proches de l'ex-Président Blaise Compaoré, renversé en 2014 après 27 ans au pouvoir, ont déposé, jeudi 1^{er} octobre, auprès de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) leur candidature à la présidentielle du 22 novembre, espérant profiter d'un sentiment de nostalgie envers l'ancien régime.

Parmi eux, Eddie Komboïgo, le président du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), parti fondé par Blaise Compaoré, et Kadré Désiré Ouédraogo, ancien premier ministre de M. Compaoré, font partie des favoris du scrutin, qui voit le Président sortant Roch Marc Christian Kaboré, lui-même ancien baron du régime avant de le quitter, briguer un second mandat. "Nous recherchons le pouvoir

pour servir le peuple et non pour nous servir, après avoir constaté une gouvernance catastrophique après les événements du 30 et 31 octobre 2014", a déclaré Eddie Komboïgo, ancien député très influent et réputé très proche de la famille Compaoré.

En vertu d'une loi interdisant la candidature de ceux ayant soutenu la modification de la Constitution désirée par Compaoré pour se représenter, le CDP avait été privé du scrutin en 2015.

Ancien premier ministre de Compaoré, Kadré Désiré Ouédraogo, candidat du mouvement Agir ensemble a lui aussi déposé sa candidature. "Cette candidature est une offre de contribution patriotique pour la paix et la réconciliation nationale", a déclaré cet ancien ambassadeur auprès

de l'Union européenne. Autre proche de Blaise Compaoré candidat : Gilbert Noël Ouédraogo, président de l'Alliance pour la démocratie et la fédération – Rassemblement démocratique africain (ADF-RDA), ancien parti unique au pouvoir jusqu'en 1990 et qui est devenu le principal parti allié du régime Compaoré. Il avait été également exclu de la présidentielle 2015. Une dizaine de candidats, dont le Président sortant, ont déjà déposé leur dossier.

Plusieurs formations d'opposition, dont le CDP et Agir ensemble, ont signé un accord pour soutenir, en cas de second tour, le candidat de l'opposition arrivé en tête au premier.

HAUT-KARABAKH

Des mercenaires syriens dans la bataille

Plus d'un millier de combattants syriens recrutés par la Turquie ont été acheminés en soutien de l'Azerbaïdjan. Près de 30 mercenaires syriens recrutés par la Turquie auraient été tués dans le Haut Karabakh et plus de 60 autres disparus, affirme l'Observatoire syrien des droits de l'homme. D'autres sources, citées par l'agence Reuters à l'intérieur de l'Armée nationale syrienne (ANS), une coalition de groupes armés syriens soutenus par la Turquie, ont fait état du recrutement depuis la mi-septembre, dans la province de Idlib, de plus d'un millier de

combattants syriens, acheminés par avion vers l'Azerbaïdjan.

La principale motivation de ces supplétifs syriens, recrutés par une société militaire privée turque est l'argent : un salaire mensuel de 1.000 livres turques, avec un contrat de 3 ou 6 mois, c'est-à-dire une somme largement supérieure à leur salaire syrien, entre 450 et 550 livres par mois. Selon l'OSDH, les combattants se voient initialement proposer de travailler comme garde dans des postes d'observation et de surveillance des frontières, ou des installations pétrolières ou gazières, mais se retrouvent

ensuite sur la ligne de front. Depuis décembre 2019, Ankara a déployé des milliers de combattants syriens, en Libye, en soutien au Gouvernement d'union nationale. Des vols suspects ont récemment été observés entre Tripoli et Bakou. Il est trop tôt pour en tirer des conclusions catégoriques sur des transferts directs entre la Libye et l'Azerbaïdjan.

Moscou accuse Ankara de "jeter de l'huile sur le feu" en encourageant Bakou dans son offensive.

En attendant, les combats s'intensifient autour du Karabakh.

Agences

NOUVELLE-CALÉDONIE Nouveau référendum d'indépendance crucial

L'enjeu est crucial car il doit décider si l'archipel du Pacifique coupe définitivement ses liens avec la France avec laquelle il est lié depuis 1853. Etudiant en commerce, Jolly Patrick espère concrétiser la lutte historique des indépendantistes : "D'un point de vue moral, tout le sang versé, toute l'histoire qui s'est passée, pour moi c'est le but final de l'indépendance. Il y a eu des morts, il y a eu des conflits. Du coup l'indépendance c'est la réponse finale à ces coulées de sang."

En face, le camp pro-français s'inquiète des conséquences d'une indépendance de la Nouvelle-Calédonie.

Pour Carl Leclerc, chef d'entreprise, de nombreux avantages risquent de disparaître : "Au vue de la vie qu'on mène sur le territoire, avec tous les avantages qu'on a, ce serait totalement illusoire de changer de voie. Surtout que pour demain, il n'y a aucune réponse au niveau des indépendantistes sur notre devenir, c'est on verra, on verra... Pourtant, ils ont eu trente ans pour discuter du projet, mais pour l'instant on n'a rien."

Il y a deux ans, un premier référendum s'était soldé par la victoire étonnante des pro-Français. Près de 57 % des votants avaient dit non à l'indépendance. Les partisans d'une pleine souveraineté de l'archipel espèrent capitaliser sur ce bon résultat et enfin transformer l'essai ce dimanche. Si le non l'emporte à nouveau, un troisième référendum pourrait avoir lieu ce dimanche.

Agences

FOOTBALL, CHAMPIONNAT DE LIGUE 1 : CS CONSTANTINE

Les premiers bilans d'Amrani

Deux semaines après la reprise des entraînements, Abdelkader Amrani, l'entraîneur du CS Constantine, a dressé un premier bilan qu'il juge insatisfaisant, mais porteur d'espoir.

PAR MOURAD SALHI

Le CS Constantine a perdu son premier match amical face à la 5^e Région militaire (0-1). Un premier test qui a donné à réfléchir à l'entraîneur. Ce dernier a souligné la nécessité de renforcer l'effectif par d'autres joueurs de qualité.

"Ce premier match amical m'a permis d'avoir une idée sur mon effectif. Il y a nécessité de renforcer l'équipe par des joueurs de qualité. Après deux semaines, je suis convaincu qu'un grand travail m'attend. Avec le retour d'Abid, Al Amri et Chiboub, le groupe sera au complet. On attend aussi l'arrivée du joueur Bentahar ainsi que deux autres joueurs qu'on espère recruter dans les prochains jours", a-t-il indiqué.

Et d'ajouter : "Ce match amical contre la 5^e Région militaire n'est pas une référence. Je voulais juste voir la réaction de mes joueurs après deux semaines de travail à raison de deux séances par jour. Je savais bien que mes joueurs n'allaient pas montrer tout leur potentiel car ils ont été soumis à une grande charge de travail", a expliqué le coach.

L'entraîneur des Sanafris s'est dit satisfait des efforts fournis par ses joueurs pendant toute cette période de préparation et ce match amical contre les militaires. "Malgré la charge de travail, il existe une volonté d'aller de l'avant.

J'ai noté avec beaucoup de satisfaction la réaction et les efforts des joueurs sur le terrain. C'est ce qui me



rassure le plus, en attendant les prochains stages qui succèdent la reprise de la compétition officielle", a-t-il avoué.

Les joueurs, selon Abdelkader Amrani, sont soumis à une charge de travail physique importante. "Le volume de travail physique effectué jusque-là est très important. Cela nous sera bénéfique dans l'avenir.

La performance physique de mes joueurs m'a donné beaucoup d'espoir pour l'avenir de l'équipe. C'est l'une des premières satisfactions après 10 jours seulement de travail", a encore indiqué Amrani.

Le staff technique mise beaucoup sur le stage de Tlemcen pour améliorer l'aspect technico-tactique des joueurs. Le volume de travail physique sera baissé au fur et à mesure. "Un sérieux

travail technique nous attend également. Nous avons énormément de choses à améliorer sur ce plan. Nous allons essayer de profiter du stage de Tlemcen pour travailler ce volet très important", a-t-il dit.

Pour ce qui est des objectifs du club, Amrani avoue qu'il ne veut pas mettre de la pression, mais tout reste possible avec le travail. "Nous sommes en pleine préparation. Donc, nous sommes appelés à profiter de cette période pour mieux s'armer pour la nouvelle saison", a-t-il avoué.

Le club constantinois poursuit sa préparation à Lalla-Setti, sur les hauteurs de Tlemcen, le stage sera ponctué de matchs de préparation sur place.

M. S.

GERRARDO TORRADO, DIRECTEUR SPORTIF DE LA SÉLECTION MEXICAINE

"L'Algérie répond au profil d'adversaire recherché"

Le directeur général sportif de la sélection mexicaine de football, Gerrardo Torrado, s'est réjoui, samedi, d'affronter, le 13 octobre à La Haye (Pays-Bas), une sélection algérienne de "haut niveau répondant au profil d'adversaire que nous recherchions".

"Dans notre projet sportif, nous recherchons toujours à affronter des sélections de haut niveau et nous considérons que la sélection algérienne correspond à ce profil", a indiqué Gerrardo Torrado dans un entretien à Radio Algérie Internationale, ajoutant qu'"il est toujours important d'assurer une variété de styles chez les adversaires que nous affrontons et nous pensons que c'est formidable de pouvoir jouer contre une équipe avec de telles caractéristiques".

Pour le responsable mexicain, le prochain match face aux coéquipiers de Riyad Mahrez "revêt une grande importance (...) En cette période de pandémie, pouvoir revenir à l'activité avec la sélection mexicaine et jouer face à un adversaire robuste comme la sélection algérienne est très important pour notre préparation en prévision des prochaines échéances officielles".

"Nous savons qu'on va nous exiger le maximum. Nous savons aussi qu'il s'agit d'un match qui va nous apprendre beaucoup et qui nous apportera des conclusions positives pour l'avenir", a-t-il poursuivi.

Evoquant la dernière rencontre amicale de l'Algérie et sa victoire 3-0 face à la Colombie, le directeur général sportif de la sélection mexicaine a

indiqué que ce match "a démontré qu'il s'agit d'une équipe bien préparée avec de très bons joueurs, une sélection top. Donc, pour nous, il est important de pouvoir jouer contre ce type de sélections, nous analyserons leur jeu et c'est ainsi qu'a toujours procédé notre staff technique, nous identifierons leurs forces et faiblesses, s'ils en ont, pour nous faire une idée, pouvoir faire un match compétitif et rechercher la victoire".

L'équipe algérienne, champion d'Afrique 2019, jouera deux rencontres amicales lors des dates-Fifa du mois d'octobre. Elle affronte d'abord les Super Eagles du Nigeria le 9 octobre en Autriche, puis le Mexique, le 13 du même mois, aux Pays-Bas.

APS

MEHDI ZERKANE :

"L'Algérie est un rêve de gosse"

Le milieu de terrain offensif des Girondins de Bordeaux, Mehdi Zerkane, a annoncé dans une déclaration à beINsports qu'il a été préconvoqué par le sélectionneur national, Djamel Belmadi, pour le stage du mois d'octobre. "L'Algérie est un rêve de gosse, et je ne dis pas ça car la France ne m'a pas appelé. Dès l'âge de 8-9 ans, quand je voyais l'Algérie jouer, j'avais des frissons. C'est le pays avec qui je veux jouer, et avec qui j'ai envie de gagner des titres", a confié le meneur de jeu de 21 ans. Sous les radars en jeunes catégories de clubs prestigieux comme Chelsea, le FC Barcelone ou le Real Madrid, l'ancien Monégasque ne dispose d'aucune sélection en équipe de France jeunes.

Mehdi Zerkane a ajouté : "J'ai été appelé par l'Algérie pour les matchs qui arrivent lors de la trêve. J'ai reçu la convocation, mais je ne sais pas si je vais pouvoir y aller avec ma blessure."

Une blessure contractée à la cheville (entorse) et entame actuellement son travail de réathlétisation pour retrouver le groupe professionnel et la compétition lors des prochaines semaines.

Sous contrat avec les Girondins de Bordeaux jusqu'en 2024, Zerkane a disputé son premier match professionnel en Ligue 1 au mois d'août dernier face à Nantes (0-0), match au cours duquel il fut expulsé sur carton rouge à la vingtième minute pour une semelle sur le défenseur Nicolas Pallois.

MERCATO

Slimani s'éloigne de Lyon ?

À trois jours seulement de la fin du mercato, l'avenir de l'attaquant international algérien Islam Slimani n'est toujours pas scellé surtout que la piste de l'Olympique Lyonnais semble tomber à l'eau.

Le média français RMC a évoqué le fait que les dirigeants de l'OL ne souhaitent pas se séparer de leur attaquant Memphis Depay et que ce dernier pourrait finalement rester avec le club rhodanien. Les dirigeants de l'OL n'ont pas cédé aux tentatives du Barça pour avoir le joueur, ce qui pourrait signifier que l'arrivée d'Islam Slimani est loin d'être actée.

Slimani était dans le viseur de Lyon qui souhaitait passer à l'attaque une fois que l'un de ses acteurs offensifs aurait quitté le club, une chose qui semble loin d'être faite pour le moment.

**PIRATES DES CARAÏBES,
JUSQU'AU BOUT
DU MONDE**



21h00



L'âge d'or de la piraterie semble bien loin... Désormais, tout le monde est au service de lord Cutler Beckett et de la Compagnie anglaise des Indes orientales. L'invincible «Hollandais volant», commandé par le capitaine Davy Jones, écume les sept mers, tuant sans pitié pirates de tous bords. Elizabeth Swann et Will Turner s'allient au capitaine Barbossa pour tenter de résister à Beckett. Une seule possibilité s'offre à eux : rassembler les neufs seigneurs de la Cour des frères. Hélas, l'un de ses membres les plus importants, le capitaine Jack Sparrow, est retenu prisonnier

ALIEN : COVENANT



21h00



En route vers une nouvelle planète à coloniser, le vaisseau «Covenant» est percuté par une violente éruption stellaire. Enfermés dans leur module d'hibernation, le commandant et près de cinquante colons trouvent la mort. Branson, le nouveau commandant, décide de s'arrêter sur une autre planète, sans se douter qu'elle est habitée par des aliens

LE MENSONGE



21h00



Claude a tout réussi dans sa vie : son mariage, sa carrière... Maire de sa ville, il se destine à devenir sénateur. Pour Lucas, son petit-fils adoré, la vie est bien moins souriante : ses parents divorcent, il n'est pas bien dans sa peau, et il accuse un jour son grand-père de viol. Leurs deux vies basculent, et ce sera désormais parole contre parole, jusqu'à ce que la vérité éclate enfin, quinze ans plus tard. Ce ne sera cependant pas la vérité à laquelle tout le monde avait cru

**SECRETS D'HISTOIRE
LOUIS XIV, L'HOMME
ET LE ROI**



21h00



Dans ce numéro, Stéphane Bern retrace pas à pas l'itinéraire fascinant du Roi-Soleil, son enfance, sa prise du pouvoir, sa conception de l'État et de la monarchie absolue de droit divin qu'il entend incarner, ses batailles, nombreuses, ses amours, tumultueuses, et son goût tout aussi passionné pour les arts, l'architecture, les jardins, la musique ou la danse... L'héritage de Louis XIV est considérable. Ce roi va inspirer des souverains comme des artistes un peu partout dans le monde. L'occasion également de se rendre à Versailles, le château qui devint le symbole de la royauté en France, ainsi que d'autres lieux comme le château de Clagny ou le Trianon de porcelaine



**LA SELECTION
DU MIDI LIBRE**

BLUE STEEL

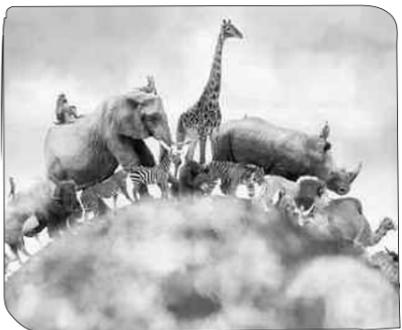


21h00



Megan Turner entre dans la police. Elle a toujours rêvé d'endosser l'uniforme de la police new-yorkaise afin de faire régner la loi et la justice et pour oublier ses origines modestes et sa solitude. Au cours de sa première ronde de nuit, Megan est obligée d'intervenir lors d'une attaque à main armée dans un supermarché et elle abat un gangster qui la menace. Bouleversée, elle ne remarque pas qu'un inconnu s'est approprié l'arme de l'agresseur et devant son incapacité à produire cette pièce à conviction, Megan est suspendue de ses fonctions pour excès d'émotivité. Une rencontre apparemment fortuite avec Eugène Hunt, un agent de change, va transformer sa vie

**ON VOUS RACONTE...
SAUVONS
LES ANIMAUX**



21h00



Pour comprendre et susciter l'échange avec les plus grands, France 4 lance un nouveau magazine familial hebdomadaire en lien avec la direction de l'information de France Télévisions, «On vous raconte...» Présenté par Johanna Ghiglia, «On vous raconte...» proposera chaque lundi une soirée thématique autour de sujets qui préoccupent les parents et favorisent les discussions et le partage avec leurs enfants comme les écrans, l'orientation scolaire, les différences ou encore la découverte de nouveaux modes de vie et de parcours atypiques

**L'AMOUR
EST DANS LE PRÉ**



21h00



Jérôme vit un vrai conte de fée depuis le début de l'émission. Après avoir choisi celles qui l'accompagneront à la ferme, il montre une impatience non dissimulée pour recevoir ses invitées chez lui. Une maison qu'il espère voir très rapidement transformée en nid rempli d'enfants et d'amour... Cet agriculteur au grand cœur souhaite rencontrer la femme de sa vie et fonder une famille, mais ses coups de cœur se confirmeront-ils à la ferme ? Jean-Claude, volubile céréalier, aussi bavard que blagueur, cherche une compagne en pleine forme pour le suivre dans sa vie trépidante

EYJAFJALLAJÖKULL



21h00



Alain, patron d'une petite auto-école, et Valérie, son ex-épouse, vétérinaire, sont séparés depuis longtemps. Mais ils se détestent toujours autant. En ce mois d'avril 2010, ils se retrouvent dans le même avion qui va les emmener en Grèce pour assister au mariage de leur fille. Mais en Islande, le volcan Eyjafjallajökull se réveille. Le panache de cendres poussé par les vents perturbe la navigation aérienne. Leur avion doit se poser à Stuttgart. Pour rien au monde, l'un et l'autre ne raterait la cérémonie. Alors, ils sont obligés de faire la route ensemble. Une infernale course contre la montre commence



Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.63.80.82 et 87
Rédaction : Tél-Fax : 021.63.79.16
Publicité : Tél-Fax : 021.63.79.14
publicite@lemidi-dz.com
Pour votre publicité s'adresser à l'ANEP, 01 Avenue Pasteur, Alger
Tél. : 021.73.76.78 et 73.71.28
Bureau de Constantine : 100, rue Larbi Ben M'hidi - Constantine -Tel./Fax : 031.64.17.53

Bureau de Annaba
24 rue Med-Khemisti
Tél. : 038.86.11.57
Bureau de Tizi-Ouzou
Cité Mohamed-Boudiaf
BT 29 A
Nouvelle-Ville T. O.
Tél-Fax : 021.93.69.29

Impression : Centre : SIA Diffusion : Midi libre
Est : SIE Diffusion : AMP Ouest : SIO
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire : SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia Moulaha Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

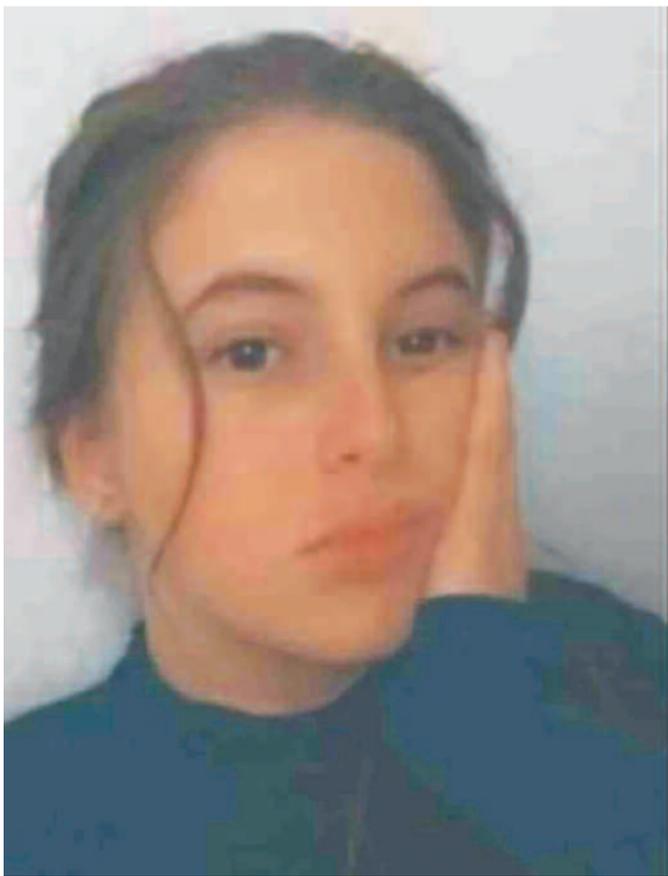
Web : www.lemidi-dz.com

Horaires des prières pour Alger et ses environs

Fadjr	05h20
Dohr	12h36
Asr	15h55
Maghreb	18h26
Icha	19h47

CRIME CRAPULEUX PRÈS D'ALGER

Chaïma... 19 ans, violée et brûlée vive par un repris de justice



Un nouveau crime monstrueux a été commis à Réghaïa. La victime est une jeune fille de 19 ans. Elle a été violée, blessée gravement avant d'être ensuite brûlée vive. Le meurtrier s'est débarrassé du corps calciné au niveau d'une pompe à essence. L'affaire a fait beaucoup de bruit sur les réseaux sociaux. La famille de la victime demande la peine de mort contre le coupable, a-t-on appris, hier, de sources locales. Les habitants de la commune de Reghaïa, dans la banlieue est d'Alger, ont reçu la nouvelle avec choc et consternation. La jeune Chaïma, âgée de 19 ans, a été retrouvée morte,

le corps carbonisé, dans une station-service abandonnée de la ville de Thénia, relevant de la wilaya de Boumerdès. Selon le témoignage de la mère de la victime, l'auteur du crime serait un repris de justice, qui avait déjà tenté de violer sa fille en 2016. Chaïma avait à l'époque déposé plainte auprès de la police, sans résultat. En pleurs, la mère de Chaïma raconte que sa fille était sortie pour payer une facture de téléphone. À l'extérieur, elle croise son meurtrier qui l'a forcée à le suivre.

Chaïma a été brûlée vive

Chaïma "se fera violer et trancher la gorge et les veines. Et avant qu'elle ne

rende son dernier souffle, le criminel l'a brûlée vive", raconte la malheureuse mère, imaginant les atrocités endurées par son enfant.

Le corps calciné de la victime a été retrouvé vendredi 2 octobre.

Les services de sécurité ont aussitôt diligenté une enquête qui a permis l'arrestation du présumé auteur du crime.

Le calvaire de Chaïma a fait beaucoup de bruit sur les réseaux sociaux en Algérie. Plusieurs internautes ont exprimé leur colère.

La famille de la victime, quant à elle, exige l'application de la peine capitale contre le coupable.

OPPRESSION MAROCAINE CONTRE LES MILITANTS SAHRAOIS DES DROITS DE L'HOMME Aminatou Haidar dénonce

La militante sahraouie des droits de l'homme, Aminatou Haidar a dénoncé, sur les ondes de la chaîne internationale "RAI" de la Radio algérienne, l'oppression de l'occupation marocaine contre le peuple sahraoui.

"La répression qui s'abat, aujourd'hui, sur le peuple sahraoui dans la ville occupée d'El-Ayoun et dans d'autres villes sahraouies occupées relève d'une mentalité colonialiste, qui se caractérise par le chauvinisme, l'oppression, l'intimidation et les pratiques hors la loi contre tout un peuple" déclare-t-elle.

La militante a dénoncé également le harcèlement des services de renseignement de la police marocaine contre les membres de l'Organisation sahraouie contre l'occupation marocaine, en particulier les membres du bureau exécutif. "Nous sommes presque détenus à l'intérieur de nos maisons, assiégés et privés de tous nos droits civils et politiques sans aucune justification légale et menacés d'arrestation jour et nuit. Torture et mauvais traitements dans nos propres maisons", alerte-t-elle.

Aminatou Haidar a réaffirmé sa position et celle du peuple sahraoui, "l'oppression à laquelle s'adonne le Maroc ne dissuadera point le peuple sahraoui qui demeure déterminé à poursuivre sa lutte pour arracher son indépendance et sa liberté", a-t-elle précisé.

FOOTBALL

Les dates de reprise des Ligue 1 et 2 fixées

Le bureau fédéral de la Fédération algérienne de football, réuni hier, a entériné la date du début du championnat de Ligue 1 professionnelle de football en Algérie, saison 2020-2021: ce sera le 28 novembre prochain. Le championnat de Ligue 2 débutera pour sa part le 21 décembre.

Le site d'ENTV, qui rapporte l'information, ajoute que le coup d'envoi de la nouvelle saison sera donné une semaine plus tôt, samedi 21 novembre, avec le déroulement du match de supercoupe d'Algérie entre le CR Belouizdad et l'USM Alger, respectivement vainqueur de la Coupe d'Algérie et champion d'Algérie de la saison 2018-2019.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports avait précédemment fixé la date de reprise du championnat de football au 20 novembre.

"Cette décision a été prise conformément aux instructions du Premier ministre chargeant le ministre de la Jeunesse et des Sports d'examiner avec les différentes fédérations sportives nationales, la possibilité d'une reprise graduelle et progressive des activités sportives à huis clos et après adoption des protocoles sanitaires y afférents par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus et le Centre national de la médecine du sport (CNMS)", avait indiqué le ministère dans un communiqué rendu public le 10 septembre.

SOUDAN, GOUVERNEMENT-MOUVEMENTS REBELLES

Accord de paix historique

Le gouvernement soudanais et les chefs de mouvements rebelles ont signé, à Juba (Soudan du Sud), un accord de paix historique, qui doit mettre un terme à 17 ans de conflit et de souffrances.

Des représentants du gouvernement de transition soudanais et de mouvements rebelles, ainsi que des diplomates tchadiens, qatari, égyptiens, de l'Union africaine (UA) et des Nations unies, ont participé à la cérémonie dans la capitale du Soudan du Sud voisin. Peu avant la

signature de cet accord, Mini Arko Minawi, à la tête du principal mouvement rebelle du Darfour (Ouest), le Mouvement de libération du Soudan (SLM) a affirmé que "la signature de l'accord aujourd'hui marque une date importante pour le Soudan et le Soudan du Sud. Elle représente la fin des souffrances pour de nombreux Soudanais, vivant à l'intérieur ou à l'extérieur du pays". Dans un communiqué publié samedi, le Premier ministre soudanais

Abdallah Hamdok a espéré, de son côté, que la paix permettra le développement, le progrès et la prospérité avant d'ajouter: "Le processus de paix fait face à des défis que nous devons surmonter à travers une action commune".

Les autorités soudanaises, un pouvoir hybride de militaires et de civils en place après une révolte populaire ayant mis fin en avril 2019 à 30 ans de règne d'Omar al-Bachir, ont fait de la paix avec les mouvements rebelles leur priorité.